ESPRIT DÉFENSE

été 2026

N° 20

DÉCOUVRIR, SAVOIR, COMPRENDRE

EN APARTÉ
Rencontre avec le **gouverneur militaire de Paris**



DÉCRYPTAGE
La **transformation** de notre outil de défense



PRÉPARER AUJOURD'HUI les armées de demain

ÉLECTIONS DÉLÉGUÉS UNÉO 2026



ENGAGEZ-VOUS POUR UNE MUTUELLE QUI VOUS RESSEMBLE

CANDIDATEZ POUR DEVENIR DÉLÉGUÉ(E) UNÉO

Devenez délégué(e) Unéo et faites entendre la voix de celles et ceux qui servent et s'engagent.
Ensemble, construisons une protection sociale fiable et durable.

Scannez ce QR pour **en savoir plus.**

MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité



Édito

PAR **OLIVIA PENICHOU,**
DIRECTRICE DE LA DÉLÉGATION À L'INFORMATION
ET À LA COMMUNICATION DE LA DÉFENSE

SE PRÉPARER

Chaque année, le défilé du 14 Juillet rassemble les Français autour de leurs armées. Derrière la précision des mouvements, la solennité du cérémonial et les moments précieux de communion, se dessine aussi une autre réalité : celle d'une institution qui anticipe, innove et se prépare sans relâche. Les équipements présentés et les savoir-faire mis en valeur témoignent des profondes transformations conduites pour renforcer notre outil de défense. Dans l'entretien qu'il nous accorde, le gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Loïc Mizon, rappelle que le défilé est bien plus qu'une tradition : *« Il est crucial de montrer que nous ne préparons pas la guerre d'hier, mais celle de demain. »*
C'est précisément cette exigence de préparation qui constitue le fil rouge de ce nouveau numéro d'*Esprit défense*. Dans un environnement stratégique marqué par le retour de la guerre de haute intensité et par l'accélération technologique, les armées françaises adaptent leurs modes d'action et renforcent leur entraînement. Plus longs, plus exigeants, plus réalistes, les exercices mobilisent l'ensemble des acteurs de la défense, militaires comme civils.

À travers des reportages, des témoignages et des entretiens, nous vous proposons, dans notre dossier principal, de découvrir les multiples facettes de cette préparation opérationnelle : celle des combattants, bien sûr, mais aussi celle des états-majors, des marins, des soignants, de l'industrie de défense… Un article « décryptage » analyse les grands axes de la transformation engagée par les armées pour permettre à la France d'assumer pleinement ses responsabilités, aux côtés de ses alliés, dans un monde plus instable et plus conflictuel.

Ce numéro vous emmène également dans la jungle guyanaise, où les forces françaises s'attachent à endiguer l'orpaillage illégal, et au Proche et Moyen-Orient, où les hélicoptères Tigre luttent contre les drones. Partout, notre pays renforce sa capacité à agir pour défendre ses intérêts, protéger ses citoyens et faire face à l'évolution des menaces.

Se préparer à l'épreuve, c'est refuser la résignation. C'est anticiper et s'adapter. C'est être solidaire avec nos alliés et partenaires. Une ambition qui anime aujourd'hui nos armées, et que ce numéro vous invite à découvrir.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Sommaire

6 | EN APARTÉ

*« Le **défilé** est l'expression ultime de notre **cohésion nationale** »*

Rencontre avec le général de corps d'armée **Loïc Mizon, gouverneur militaire de Paris**



12 | PAS SI SIMPLE

Proche et Moyen-Orient : **les Tigre** contre **la menace des drones**

16 | 24 H

Reconquérir la région Grand-Est





26 DOSSIER

PRÉPARER AUJOURD'HUI LES ARMÉES DE DEMAIN

22 | MÉMOIRE VIVE

Les premiers pas d'une **Marine d'État**



48 | DÉCRYPTAGE

Comment les armées s'adaptent à **l'accélération des menaces**

Déterminés à vaincre ..... p. 28

ENTRETIEN

« S'entraîner** pour **décider plus vite et mieux », avec le vice-amiral **Xavier Royer de Véricourt,** commandant du Centre expert du commandement interarmées ..... p. 34

FOCUS

Des **rouages multiples** de la préparation opérationnelle ..... p. 38

TRIBUNE

Le **choc des cultures,** avec le général de **brigade Campbell Close,** général adjoint des opérations de la 1re division ..... p. 43

52 | DANS L'ACTU

La France bientôt à la tête de la plus **importante force de l'Otan**

Coalition des Volontaires : assurer la **sécurité** du **continent européen**

56 | ESPRIT D'ÉQUIPE

Harpie : lutte contre le trafic illicite dans la **jungle guyanaise**



60 | LE JOUR OÙ

« J'ai choisi de **devenir greffier militaire** »

Rencontre avec l'adjudant-chef **Alexia,** greffier militaire

62 | UN AUTRE REGARD

Incarner le **général de Gaulle : *« Être à la hauteur du défi »***

Rencontre avec **Simon Abkarian** et **Florian Lesieur,** acteurs

64 | CULTURE



ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE **LOÏC MIZON**, GOUVERNEUR MILITAIRE DE PARIS

Pour le général Loïc Mizon, le 14 Juillet reste un moment d'une intensité rare, celui d'une communion. La fête nationale est à l'image d'une France qui avance, invente et protège. Le défilé, point culminant de cette célébration, montre la réalité d'une institution moderne en parfaite adéquation avec son époque. Une photographie fidèle de la société et de la diversité de la République.

« ***Le défilé*** *est l'expression ultime de notre* ***cohésion nationale*** »

Mon général, la célébration de la fête nationale s'inscrit dans un contexte de rupture géostratégique. Comment cette situation en affecte-t-elle l'organisation ?

Général Loïc Mizon : Le grand défi réside dans la prise en compte du contexte stratégique tout en préservant une permanence. Nos compatriotes sont attachés aux traditions. On ne saurait concevoir un 14 Juillet sans le pas lourd de la Légion étrangère, sans le faste de la Garde républicaine, ou sans les grands morceaux de la musique militaire. Pour autant, nous ne vivons pas en vase clos. La mise en scène de nos forces ne peut pas être séparée de l'environnement dans lequel celles-ci évoluent.

Dans ce climat, quels sont les grands axes de cette édition ?

Le premier est lié à l'effort de la Nation. L'Assemblée nationale a voté la Loi de programmation militaire (LPM) rectificative, qui acte une augmentation de 36 milliards d'euros du budget des armées [par rapport à la dernière LPM, *ndlr*]. Lorsque nous demandons un tel effort financier à nos concitoyens, ceux-ci doivent en mesurer la traduction concrète. Le défilé matérialise la modernisation de nos équipements, l'effort de *massification*[1], l'esprit d'innovation et la cohérence globale de notre outil de combat.

Le deuxième axe concerne nos partenaires. Il s'agit de leur montrer que la France demeure une force solide, technologique et déterminée.

[1] Employé ici dans le sens de la capacité à augmenter le volume des forces et des équipements.

Nous devons réaffirmer notre statut de puissance dotée d'une capacité rare : celle de fédérer, et ce, qu'il s'agisse de notre soutien continu à l'Ukraine – en matière de formation, de cession d'équipements et d'entraînements, sans pour autant être cobelligérants – ou des dispositifs de réassurance sur le flanc est de l'Europe. L'armée française est prête, lucide et apte à exécuter l'ensemble des missions.

Et le troisième axe ?

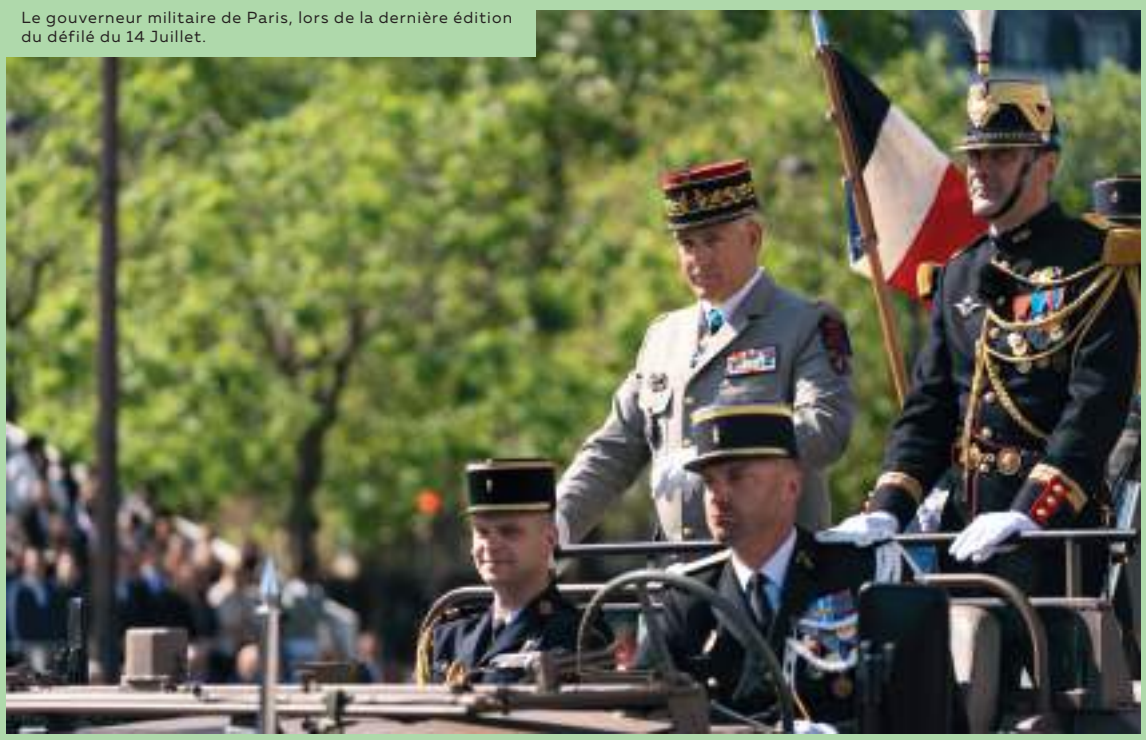
Ce dernier est de nature pédagogique. La guerre qui se déroule sous nos yeux, que ce soit au Proche-Orient ou sur le théâtre ukrainien, n'a plus rien à voir avec les conflits d'il y a dix ou vingt ans. Il est crucial de montrer que nous ne préparons pas la guerre d'hier, mais celle de demain. Et cela grâce à la masse de l'armée de Terre, à une Marine de combat et à une armée de l'Air et de l'Espace performante.

- **1967 :** naissance à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine)
- **1989 :** entrée à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan
- **2012 :** chef de corps au régiment d'infanterie chars de Marine, à Vannes
- **2020 :** représentant national principal auprès du commandement de l'opération *Chammal*, aux États-Unis
- **2022 :** chef d'état-major du Commandement des forces terrestres
- **2024 :** gouverneur militaire de Paris

Quelles seront ces unités mises à l'honneur ?

Le cœur du défilé — ce que nous appelons « le bloc des troupes mises à l'honneur » — sera constitué par les soldats de retour des missions de réassurance sur le flanc est de l'Europe : hommes et femmes déployés au sein des *battlegroups* de l'Otan en Estonie et en Roumanie, formateurs militaires de la Marine nationale qui œuvrent au quotidien en Pologne, et unités de l'armée de l'Air et de l'Espace issues de la mission *Baltic Air Policing*. →

Le gouverneur militaire de Paris, lors de la dernière édition du défilé du 14 Juillet.



Derrière eux, 37 emblèmes des nations invitées défileront. Un choix d'une importance symbolique. Ces pays forment la Coalition des Volontaires : des nations souveraines, internationalement reconnues, du Japon à la Nouvelle-Zélande en passant par les pays baltes.

Ajoutons à cela deux signaux forts : une mise en avant inédite de la réserve opérationnelle, avec des réservistes de grandes entreprises partenaires, comme le Groupe SNCF et le Groupe Airbus avec le Groupement des réservistes des entités de l'aéronautique, de la défense et du spatial (Greads). La présence de nos camarades des ministères régaliens (police, gendarmerie, douanes, administration pénitentiaire, sapeurs-pompiers) met en lumière le *continuum* défense-sécurité, pilier de notre résilience collective.

Quel message envoyons-nous à nos compétiteurs ?

Il est limpide : nous ne sommes pas seuls. Leur stratégie consiste à mener une guerre informationnelle agressive faisant croire à nos concitoyens que l'Europe et l'Occident seraient isolés, vieillissants et dépassés. La présence des drapeaux amis prouve le contraire. Nous sommes au cœur d'un réseau solide d'alliances, forgé entre les démocraties libres face aux autocraties.

Pourquoi le défilé militaire conserve-t-il une place centrale lors des célébrations de la fête nationale ?

La France s'est construite par et à travers son État, un État dont l'armée a longtemps été la colonne vertébrale. Le défilé militaire du 14 juillet est, au sens philosophique, le renouvellement annuel du contrat social. Il témoigne de la fraternité républicaine. C'est le moment où nous disons collectivement : nous appartenons à un corps social et historique qui s'appelle la France, avec son passé, ses forces, ses fragilités, ses zones d'ombre, ses échecs, mais aussi ses pages les plus glorieuses. Nous nous présentons au monde tels que nous sommes : une armée d'un État démocratique, moderne, qui offre une photographie fidèle de la diversité de la République.

> *Nous nous présentons au monde tels que nous sommes*

Enfin, on ne peut pas séparer le défilé militaire des bals populaires, de la ferveur qui anime les casernes de pompiers, ou de l'après-midi de rencontre aux Invalides, où nous accueillons plus de 30 000 Français venus échanger avec leurs soldats. Dans « fête nationale », le mot le plus important est « fête ». La singularité et la noblesse de notre défilé en découlent ; il ne s'agit pas d'une démonstration de force désincarnée.

Notre défilé plonge ses racines dans l'histoire républicaine et populaire de la France. Il est l'héritier de la fête de la Fédération de 1790, et il s'inscrit dans la lignée de la première revue des troupes à Longchamp après la défaite de 1870. Il résonne du défilé de la Victoire de 1919 et de la descente historique des Champs-Élysées par le général de Gaulle, le 25 août 1944. Cette histoire fait du 14 Juillet l'expression ultime de notre cohésion nationale.

Ce défilé revêt-il une importance encore plus cruciale dans une société saturée par les flux d'information ?

Le Premier ministre a rappelé que, si nous ne sommes pas formellement en guerre, nous ne sommes plus tout à fait en paix. Dans le cadre des stratégies hybrides de nos compétiteurs, la cible principale n'est pas uniquement militaire, elle est aussi psychologique : l'objectif est de fracturer notre cohésion nationale de l'intérieur en instillant le doute.
Or, la force morale et la cohésion d'un peuple demeurent le premier facteur de son efficacité opérationnelle et de sa capacité de dissuasion. Le 14 Juillet matérialise cette force. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :



Dans le bureau du général Loïc Mizon, aux Invalides (Paris), lors de l'entretien avec *Esprit défense*, le 19 mai 2026.

plus de 10 millions de téléspectateurs se rassemblent chaque année devant leur écran. Voir autant de Français, pour ce grand rendez-vous national, consacrer un jour férié à célébrer leurs armées témoigne d'un puissant besoin d'appartenance et d'unité. Notre rôle est de leur envoyer un signal fort, une promesse de stabilité : vous pouvez compter sur nous.

Certains observateurs qualifient le 14 Juillet de « grand-messe télévisuelle ». Comment l'adaptez-vous pour capter l'attention des jeunes ?

Il est vrai qu'aujourd'hui, notre grand défi est de rendre « l'expérience spectateur » — qu'elle soit vécue sur le pavé des Champs-Élysées ou devant un écran — la plus dynamique possible.
Plusieurs changements ont été opérés.
Nous avons, par exemple, repensé la cadence et l'espacement entre les différentes unités à pied et motorisées. Sans allonger la durée globale de la cérémonie, qui reste strictement fixée à deux heures, cette respiration offre un certain confort visuel. Elle permet aux commentateurs des chaînes de télévision de disposer du temps nécessaire pour fournir une information de fond sur la technicité des matériels et la nature des missions des unités.

Par ailleurs, des bornes wifi déployées aux abords des Champs-Élysées permettront au public présent dans les tribunes ou le long du parcours d'accéder, *via* le site internet du ministère des Armées et des Anciens combattants, à des informations utiles à la compréhension du défilé : programme, explication du logo, histoire et missions des unités défilantes… Enfin, un effort considérable a été porté sur la programmation musicale.
Nous avons cassé les boucles répétitives, pour construire une véritable cohérence artistique, une narration musicale qui accompagne et rythme →



Le général Loïc Mizon s'adresse aux troupes qui s'entraînent à défiler à Brétigny-sur-Orge (Essonne), le 11 juillet 2025. Un moment fort entre le chef et ses hommes.

la progression des troupes.
Quant aux jeunes générations… Si les modes de consommation média évoluent, le format du 14 Juillet rend ce produit fédérateur unique. Les parts d'audience communiquées par les grandes chaînes restent exceptionnelles. À l'avenir, nous explorerons bien sûr de nouveaux canaux de diffusion numérique pour aller à la rencontre de cette jeunesse, mais le cœur du message restera le même.

Le 14 Juillet constitue une opération sous haute surveillance. Quel est votre rôle ?

La responsabilité de la sécurité publique sur le territoire parisien incombe aux forces de sécurité intérieure, sous l'autorité directe du préfet de police. Les armées n'agissent pas de manière autonome, elles apportent leur concours.

Mon rôle s'articule, tout d'abord, autour des missions d'autorité territoriale et de coordination interarmées, dont le premier volet est terrestre avec l'opération *Sentinelle*. Ce jour-là, le dispositif s'adapte à la physionomie très particulière de la bulle festive : la concentration de la population le long des axes de défilé, autour des Invalides et des gares. C'est notre cœur de métier : nous adapter à l'actualité.

De plus, un dispositif particulier de sûreté aérienne, sous la responsabilité du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes, sera déployé. Au sein de ce dispositif, la lutte antidrone fait l'objet d'un effort de coorganisation extrêmement poussé avec la Préfecture de Police. Un officier général de l'armée de l'Air et de l'Espace est colocalisé au centre de commandement de la préfecture de police, pour assurer une réactivité immédiate et une parfaite étanchéité de notre espace aérien.

L'expérience acquise lors des Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP) a-t-elle permis d'élever encore le niveau de sécurisation ?

Il y a un « avant » et un « après » JOP, dans l'histoire des relations entre les armées et la Préfecture de Police. Le préfet de police, lui-même,

a rendu hommage à la fluidité de nos relations. Aujourd'hui, nous n'en sommes plus à nous échanger des notes administratives figées : nous travaillons dans une logique de dialogue direct et en temps réel. Cette agilité est pérennisée et intégrée dans la planification de la sécurité du 14 Juillet.

C'est votre quatrième participation au 14 Juillet. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Ma toute première expérience remonte à ma sortie de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Vous foulez le pavé des Champs-Élysées au seuil exact de votre vie d'officier, juste avant de rejoindre vos unités opérationnelles respectives. Un moment d'émotion unique et fondateur. J'ai tenu, pour cette raison, à ce que les promotions d'écoles de formation initiale défilent désormais avec la totalité de leurs effectifs, et non plus par détachements représentatifs. Participer au 14 Juillet à Paris reste une fierté immense pour tout militaire ; j'en croise certains, en fin de carrière, qui expriment le regret de ne pas avoir connu ce rendez-vous.

Ma deuxième participation s'est faite à la tête de mon régiment. Une tout autre forme de fierté. Une partie de mes unités rentrait de l'opération *Serval* au Mali, et nous étions déjà en phase de concentration majeure, avant une projection sous l'égide de l'Onu au Liban. Le défilé a constitué une parenthèse extraordinaire, une bulle de cohésion régimentaire et nationale, suspendue entre deux engagements opérationnels. L'année dernière marquait mon premier défilé dans mes fonctions de gouverneur militaire de Paris, et j'aborde cette édition 2026 avec la même exigence. Pour le Parisien de naissance et « de jeunesse » que je suis, avoir la responsabilité de concevoir et de présenter cet événement, aux plus hautes autorités de l'État et à mes concitoyens, est un honneur.

Si vous deviez faire partager à nos lecteurs votre plus beau souvenir lié au 14 Juillet, quel serait-il ?

Les images fortes abondent. Si je devais n'en retenir qu'une, ce serait le moment où je me suis adressé aux troupes défilant à pied, sur le site de Satory, la veille de l'événement, l'année dernière. J'avais face à moi des milliers de militaires, une jeunesse d'une incroyable vitalité, des visages concentrés, des délégations étrangères… Un moment d'une rare intensité managériale et humaine.

Participer au 14 Juillet reste une fierté immense pour tout militaire

On se glisse alors dans la peau du *coach* sportif qui se livre à la toute dernière causerie, la dernière piqûre d'adrénaline à son équipe, quelques minutes avant que cette dernière ne pénètre sur la pelouse pour jouer un match capital. C'est cette force morale collective que nous offrons aux Français chaque 14 Juillet. Malgré la rudesse du contexte international, voire précisément à cause de cela, nous devons préserver la joie de ce moment.

◇ Propos recueillis par **Kévin Savornin** et par le capitaine **Anne-Claire Pérédo**

Proche et Moyen-Orient : LES TIGRE contre la **menace des drones**

Par **Ella Micheletti-Huertas**

Depuis plus de deux mois, la France a procédé à un déploiement au Proche et Moyen-Orient. Le but : renforcer la protection des intérêts français et des alliés dans la région, en neutralisant des drones Shahed. Parmi les appareils indispensables à cette mission : le Tigre de l'armée de Terre.

Dans un environnement stratégique marqué par l'évolution des menaces aériennes, la France adapte ses dispositifs de protection au Proche et Moyen-Orient (PMO). Le déploiement de Rafale, en février 2026, s'inscrivait déjà dans une logique d'anticipation et de coopération avec des partenaires stratégiques de longue date. Depuis le mois de mars, l'armée de Terre est aussi mobilisée. À travers la 4e brigade d'aérocombat (4e BAC), l'Hexagone utilise l'un de ses vecteurs les plus polyvalents, afin de contribuer à la sécurité des emprises françaises et alliées : le Tigre.

Faire face à la *dronisation*

La situation sécuritaire régionale connaît depuis plusieurs années une transformation profonde. La prolifération des drones armés et des munitions téléopérées constitue désormais un défi majeur pour les forces déployées. Les drones à faible coût et avec une signature réduite, parfois utilisés à longue distance, ont démontré leur efficacité lors de plusieurs attaques menées au Moyen-Orient contre des infrastructures critiques[1] ou des positions militaires. La menace qu'ils représentent a conduit plusieurs partenaires à renforcer leurs capacités de détection et d'interception à courte portée. Dans ce contexte, le déploiement du Tigre répond à une



1

[1] Installations, physiques ou virtuelles, essentielles au fonctionnement de la société ou de l'économie d'un pays.



2

logique opérationnelle claire : offrir une capacité de réaction rapide contre des menaces aériennes à basse altitude. En tant qu'hélicoptère de combat, le Tigre est conçu pour des missions d'appui, de reconnaissance armée, d'escorte, de protection des forces engagées et d'attaque. Doté d'une forte mobilité tactique, il est en mesure d'intervenir sur une zone menacée et d'engager une grande variété de cibles.

> *Le Tigre se déplace plus vite que les drones Shahed*
>
> **Général Olivier Hautreux,** commandant la 4e BAC

Les multiples qualités du Tigre

Sa contribution à la lutte antidrone (LAD) repose sur plusieurs atouts. Son canon de 30 mm permet une réponse adaptée à la lutte contre des objectifs lents ou faiblement protégés, tandis que ses capteurs optroniques favorisent l'identification de menaces parfois difficiles à détecter depuis le sol.

Sa vitesse et sa robustesse sont également des points forts. « *C'est un hélicoptère qui va encore plus vite que les drones Shahed. Ces derniers volent à peu près à 180 km/h, alors que le Tigre est capable de monter à plus de 250 km/h. De plus, il est partiellement blindé, donc plus résistant à des débris*[2] *qu'un simple hélicoptère. Enfin, il se caractérise par sa puissance de feu : le canon 30 mm est capable de traiter une cible Shahed à plus de 600 mètres* » de distance, explique le général Olivier Hautreux, commandant la 4e BAC. →

[2] Issus de la destruction de drones.

1 Carte du Proche et Moyen-Orient.

2 Agiles et mobiles, les Tigre sont capables d'intervenir rapidement sur un théâtre d'opération.



3

Une fois qu'un contrôleur de l'Aviation légère de l'armée de Terre a détecté un drone, il doit authentifier sa hauteur de vol et sa vitesse, puis transmettre les informations aux hélicoptères chargés de le détruire. Le capitaine Melchior a été chef de bord Tigre au PMO.

Pour lui, cette expérience a été extrêmement bénéfique, car « *quoi qu'il arrive, soit on sauve des infrastructures, soit on sauve des vies humaines. C'est satisfaisant de participer à la défense de populations civiles de pays partenaires.* » Depuis le début du déploiement, la 4e BAC « *a réussi à obtenir des résultats très probants de manière rapide, ce qui montre toute l'agilité et la réversibilité*[3] *du Tigre* », précise le capitaine. « *Sur une semaine où il y a eu de nombreuses attaques de Shahed, nos Tigre ont détruit 100 % des drones qu'ils devaient intercepter* », confirme le général Hautreux.

En outre, la 4e BAC intervient de manière complémentaire avec l'armée de l'Air et de l'Espace. Le système de défense mis en place par la France est multicouche. Le Tigre agit au plus près du terrain, là encore grâce à sa capacité d'identification et de neutralisation rapides de drones ; le Rafale, lui, couvre une zone plus vaste grâce à

Multiplier et retrouver des capacités

Cette transformation permanente du champ de bataille conduit les armées à diversifier leurs moyens d'action. Le déploiement au PMO a ainsi accéléré la montée en puissance de capacités supplémentaires de l'armée de Terre, comme le missile Mistral. « *Nous nous sommes également préparés à faire de la LAD avec nos autres appareils, à savoir l'hélicoptère Gazelle, avec la mitrailleuse Gatling. Nous l'avons testé à l'entraînement et cela fonctionne. Nous serions en mesure de détruire des drones avec la Gazelle* », si un tel déploiement était exigé, précise le général Hautreux.

[3] Capacité à adapter rapidement l'hélicoptère selon les besoins opérationnels.

Se positionner, viser, neutraliser

Plus concrètement, la mission antidrone au PMO implique une bonne coordination des différents acteurs sur place.



4



5

ses capteurs longue portée, coordonne la détection et peut engager des menaces[4] plus éloignées ou complexes.

Adaptation permanente

Au-delà de ce vaste engagement opérationnel, cette mission au PMO illustre la capacité d'adaptation de l'armée de Terre à l'évolution du combat moderne, y compris dans des conditions dégradées ou des environnements climatiques spécifiques. « *Nous sommes déjà entraînés à intervenir dans cette zone désertique, puisque nous envoyons régulièrement des détachements à Djibouti* », rappelle le général Hautreux.

Avant de partir, la 4e BAC a aussi mené une campagne de tirs réels au-dessus de l'île du Levant (Var). « *C'est une combinaison de tous les savoir-faire que nous maîtrisons déjà qui nous a permis de mener à bien la mission de manière efficace* », estime le capitaine Melchior.

Un enjeu global : la présence de la France au PMO

L'engagement du Tigre témoigne donc de la forte réactivité des forces françaises face aux nouveaux enjeux géopolitiques. Il souligne la volonté de la France de contribuer à la stabilité régionale aux côtés de ses partenaires. Par leur présence, les soldats français déployés au Proche et Moyen-Orient participent à un effort collectif de prévention et de soutien, dans une région où les équilibres sécuritaires demeurent particulièrement perturbés, entre conflits ouverts et larvés.

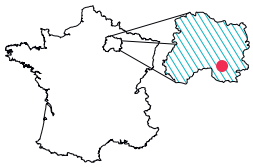
À travers cette mission, le pays confirme sa capacité à projeter rapidement des moyens adaptés aux menaces émergentes et à remplir, dans la durée, ses missions de protection des forces et des intérêts nationaux.

[4] Intercepter et attaquer une cible selon les règles.

3 Cette année, le capitaine Melchior a passé un mois et demi à participer à la lutte antidrone au Proche et Moyen-Orient.

4 Les 22 et 23 mars 2026, à Étain, la 4e BAC a organisé un entraînement impliquant des drones, avec ses régiments d'hélicoptères de combat en vue de se préparer à l'exercice *Orion*.

5 Le Tigre se distingue aussi par sa rapidité : il est capable de monter à plus de 250km/h.



VITRY-LE-FRANÇOIS
Marne

Après la libération de la façade ouest de la France par les troupes françaises et alliées, les forces continuent de bousculer l'ennemi. Point ultime de cette reconquête : la région Grand-Est, et plus précisément la ville de Vitry-le-François. Une manœuvre hors norme qui signe la fin de l'édition 2026 d'*Orion*.

Reconquérir la région GRAND-EST

Texte : **CNE Anne-Claire Pérédo**
Photos : **SCH Christian Hamilcaro**

Dans l'Est de France, 2 500 combattants de la 7e brigade blindée, renforcée par 500 soldats alliés et des unités spécialisées, ont été engagés du 19 au 30 avril derniers. Leur mission : reconquérir les camps de Champagne dont l'ennemi s'est emparé – un affrontement qui s'est étendu sur toute la région Grand-Est. Ce combat dans la profondeur, caractéristique de la guerre de haute intensité, impose aux combattants de manœuvrer sur un territoire étendu et bigarré. Plaines à découvert, vallées arborées, villes habitées… Une variété de paysages qui requiert, de la part des chefs, une capacité à sortir des schémas classiques et à innover pour concevoir des modes d'intervention protéiformes.

L'irruption des drones et de l'intelligence artificielle oblige à repenser l'approche stratégique, opérative et tactique, sans oublier la réalité du terrain. Ce scénario a été éprouvé lors de la phase 4 de l'édition 2026 d'*Orion*. Pour cet entraînement interarmées « haut de spectre », l'ensemble des savoir-faire de l'armée de Terre a été mobilisé. Action dans le champ électromagnétique, artillerie, génie, NRBC[1]… Un panel de compétences nécessaires pour faire face à un adversaire brutal, afin de libérer et reconquérir les territoires occupés. Cette polyvalence reste la clé pour faire la différence.

[1] Nucléaire, bactériologique, radiologique, biologique et chimique.



Progression des troupes en ville, où se déroule la majorité des affrontements. Le combat en zone urbaine est l'un des types de combat les plus meurtriers.

Lundi 20 avril, à Jaulges

Dans ce petit village de Franche-Comté, l'état-major de la 7e brigade blindée est installé depuis trois jours à l'abri des regards, dans un format ultraréduit qui minimise son empreinte. Le compte à rebours commence : il reste 24 heures au général pour planifier et diffuser l'ordre de bataille. L'ennemi, installé au nord de la position de la force dans la région Grand-Est, doit être repoussé. Les régiments de la brigade sont réunis dans une zone d'attente ; ce soir, ils seront dispersés sur l'ensemble du théâtre.



Mardi 21 avril, 24 heures avant l'offensive

Depuis hier soir, le 68e régiment d'artillerie d'Afrique (68e RAA) est installé sur différents points situés à 20 km de la ligne de front. Une manière de gagner en discrétion. Après avoir reçu leur mission de la brigade, les chefs préparent leur manœuvre. Dans le même temps, des actions de renseignement sont menées : le drone DT46 tente de détecter les postes de commandement et de ravitaillement adverses. Des cibles de choix pour fragiliser l'ennemi.







Mercredi 22 avril, à Toucy, Franche-Comté

Des habitants alertent les forces sur la présence potentielle d'armes chimiques. Le 19e régiment du génie (19e RG) et le 2e régiment de dragons, spécialisé dans le combat NRBC, arrivent en renfort. Le périmètre est bouclé. Les sapeurs retirent la charge active de l'engin explosif artisanal (IED) après l'avoir analysée au moyen d'un « tir laser »[2]. Ils parviennent à extraire un échantillon de la substance contenue dans l'IED. Les « Condés dragons » prennent le relais : ils identifient le produit chimique, puis décontaminent les combattants et la zone.

[2] Radiographie effectuée à distance.



Mercredi 22 avril, matin

La reconnaissance est lancée. La frontière entre la région Franche-Comté et Grand-Est est dépassée. Les vallées laissent place aux grands espaces. Les canons Caesar du 68e RAA sont disposés sur l'ensemble du fuseau. Deux pièces sont positionnées aux abords de Chaources. Dans le cas où des cibles seraient détectées, 15 minutes sont nécessaires pour faire feu. Une rapidité qui, combinée à la portée des obus, assure la protection des troupes en marche vers le nord.



Mercredi 22 avril, après-midi

L'ennemi a miné les ponts, empêchant ainsi la poursuite de la mission. Les sapeurs entrent en action pour contourner ces obstacles en établissant des points de franchissement sur deux zones distantes de 20 km l'une de l'autre. Pour cela, lors d'une infiltration subaquatique[3], les plongeurs de combat du 3e régiment du génie (3e RG) vérifient d'abord les différentes zones de passage par lesquelles 500 véhicules transiteront. Ils s'assurent qu'aucune mine n'a été posée sur les berges et dans les fonds marins.

[3] Dans cette situation, les plongeurs de combat restent au-dessous de la surface pour ne pas être détectés.



Jeudi 23 avril, matin, à Radonvilliers

Les chars Leclerc du 1er Chasseurs s'élancent sur les ponts sommaires mis en place grâce à l'engin de franchissement de l'avant (EFA) du 19e RG. Pour assurer la traversée de la coupure humide de 70 m de long, deux EFA ont été imbriqués. Une prouesse indispensable à l'engagement des blindés qui constituent un atout précieux pour la suite de la mission. Associant puissance de feu, protection et mobilité, ils rendent possible l'avancée des troupes dans des espaces à découvert jusqu'à Brienne, dernier verrou pour atteindre Vitry-le-François.



Jeudi 23 avril, début d'après-midi

Les troupes sont en marche vers Brienne. La cadence est effrénée. Et pour cause : la force est renseignée sur les actions de l'adversaire, dont les communications ont été interceptées par les spécialistes du 54e régiment de transmissions (54e RT) installés à 10 km seulement de Brienne. Une équipe de trois personnes est chargée de détecter les émissions ennemies dans le champ électromagnétique. Une fonction facilitée par l'acquisition du Serval de guerre électronique avec son antenne de plus de 15 m de haut.



Jeudi 23 avril, après-midi

Le combat fait rage à Brienne cernée par les chars alliés italiens. Les fantassins du 35e régiment d'infanterie (35e RI) appuyés par le génie combat du 3e RG progressent, tels des rouleaux compresseurs, à l'intérieur de la ville. Il faut aller vite pour éviter les pertes. Le rapport de force est défavorable : en zone urbaine, un soldat en défensive peut, à lui seul, neutraliser une section. À ce risque, s'ajoute celui lié à la présence de la population. Aucun dommage collatéral n'est autorisé. Après trois heures d'âpre combat, Brienne tombe : l'ennemi se replie à Vitry.



Jeudi 23 avril, fin de soirée

Les patrouilles légères et d'intervention du 2e régiment de hussards, qui étaient déployées en forêt depuis 48 heures, se préparent pour une mission d'infiltration nocturne jusqu'à Vitry. Leur mission consiste à collecter du renseignement sur le matériel et les positions adverses. Les informations sur le matériel, par exemple, permettent de déduire à quel stade se situe l'ennemi dans sa progression. C'est également un moyen d'être informé sur les pertes subies et les moyens restants.



Vendredi 24 avril, matin

Les chars grecs roulent en direction de Vitry, aux abords d'étendues de colza à perte de vue. Ils devancent les troupes à pied du 1er régiment de tirailleurs (1er RTir). Un ordre de progression qui permet aux fantassins d'avancer dans des zones sécurisées. Les chars s'immobilisent soudainement en bordure de route. Ils cherchent en urgence un point de repli. Motif : une possible attaque d'artillerie.

Vendredi 24 avril, début d'après-midi

Un tir d'artillerie ennemi atteint les tirailleurs. Les blessés sont nombreux. Le personnel de santé est à pied d'œuvre pour évacuer les cas les plus urgents. Ces derniers sont évacués vers le rôle 1, chargé de les stabiliser. Ils sont ensuite transférés vers le rôle 2, l'antenne chirurgicale dans laquelle un bloc d'opération mobile est installé. Cet équipement fait partie des innovations indispensables à la guerre de haute intensité où les élongations et les pertes humaines, plus importantes, complexifient la prise en charge des blessés.



Samedi 25 avril, fin d'après-midi

Une opération aéromobile se prépare depuis l'aérodrome de Brienne. Douze hélicoptères (français et espagnols) se posent lors d'un ballet aérien savamment orchestré. Le vent souffle sur la piste. Avec son homologue hispanique, le 1er régiment d'hélicoptères de combat conduira, cette nuit, deux missions. La première consiste à attaquer des points stratégiques de Vitry, pour déstabiliser l'ennemi et accélérer la conquête de la ville. La seconde repose sur le déploiement, au cœur de Vitry, de 250 combattants du 1er RTir et du 68e RAA.





Dimanche 26 avril, Quartier du Hamois à Vitry, dernier bastion ennemi

L'adversaire est installé dans des bâtiments désaffectés. Des morceaux de verre jonchent le sol. Le temps est comme suspendu. Dissimulé partout, l'opposant attend, prêt à riposter. Depuis les étages, il surplombe le quartier avec une vue directe sur les axes d'arrivée de la force. Les tirailleurs, à bord de leur VBCI[4], se rapprochent le plus possible des points d'entrée des bâtiments. Appuyés par les sapeurs du 3e RG, ils parviennent à s'emparer de la zone et réduisent l'assaillant à néant. Vitry assiégé, mais Vitry libéré.

[4] Véhicule blindé de combat d'infanterie.

Le saviez-vous ?

Au total, la phase 4 de l'exercice *Orion* a mobilisé près de 12 500 combattants issus de toutes les armées et directions, ainsi que de tous les niveaux de la chaîne de soutien.





Le régiment de marche du Tchad en exercice, en janvier 2025.

DOSSIER

PRÉPARER AUJOURD'HUI LES ARMÉES DE DEMAIN

Face à un équilibre géostratégique plus instable et au recours plus systématique à la force, la préparation opérationnelle des armées s'intensifie. Elle mobilise l'ensemble des acteurs, militaires comme civils, et allie l'esprit guerrier et la rusticité à l'innovation. Un changement de paradigme qui repose sur la consolidation des savoir-faire fondamentaux et sur la transformation numérique.

Déterminés à vaincre ..... p. 28

ENTRETIEN
« S'entraîner pour décider plus vite et mieux », avec le **vice-amiral Xavier Royer de Véricourt,** commandant du Centre expert du commandement interarmées .. p. 34

FOCUS
Des **rouages multiples** de la préparation opérationnelle ..... p. 38

TRIBUNE
Le **choc des cultures,** avec le général de **brigade Campbell Close,** général adjoint des opérations de la 1re division..... p. 43



La 27e brigade d'infanterie de montagne s'entraîne au combat, au tir et au stationnement en altitude pour parfaire son savoir-faire « grand-froid », lors d'un exercice à Valloire, en Savoie.

DÉTERMINÉS À VAINCRE

Par **le capitaine Anne-Claire Pérédo**

Confrontés au risque d'un engagement majeur, les armées et leur soutien accélèrent leur préparation : ce tournant s'appuie notamment sur des exercices plus longs et durs. Ces entraînements ne se limitent plus à vérifier la maîtrise de savoir-faire fondamentaux. Alliant réalisme et simulation, ils testent aussi les limites des procédures.

Pour son premier entretien pour *Esprit défense* en automne dernier, le général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées (Cema), avait livré un constat sans appel. Face à une Russie qui mise sur le rapport de forces, *« nous devons être prêts à être testés durement dans les prochaines années. Il ne faut ni sous-estimer, ni surestimer la menace. »* Alors, dans ce climat de tension et après 25 ans d'opérations de contre-insurrection, à quoi la préparation opérationnelle (« *prépa ops* ») doit-elle ressembler pour anticiper un choc majeur, d'ici trois à quatre ans en Europe ? La volonté de gagner ne suffira pas. Toutes les armées en sont animées. C'est la volonté de se préparer à gagner

qui compte. La *prépa ops* reste la clé pour, demain, être à la hauteur de nos engagements. Des engagements à la fois *« durs, rustiques et inventifs »*[1], qui requièrent polyvalence et force morale.
La finalité pour les armées est claire et assumée par le Cema : être en mesure de combattre sans délai dans une guerre de haute intensité, avec nos alliés européens et *otaniens*. Une bascule véritable également marquée par l'importance d'exercices interalliés et interarmées d'envergure, menés en coalition sur le flanc est, à l'image de *Pikné*, *Dacian Fall* ou *Ramstein Flag*. Avant 2024, 40 % des entraînements se déroulaient en Europe ; ils sont aujourd'hui près de 60 %. Ce type d'entraînement – dit « haut de spectre » – qui réunit jusqu'à 40 000 militaires (français et alliés), est au centre des ambitions de la Loi de programmation militaire 2024-2030.

Des priorités à la préparation

Mais la menace ne se réduit pas à la seule Russie, et la préparation au combat doit répondre aux incertitudes stratégiques. *« Les foyers de guerre ne cessent de s'allumer et de s'étendre, de l'Ukraine à l'Iran, et les crises s'aggravent, du Vénézuéla au Groenland »*[2]. Pour se muscler, la *prépa ops* doit s'ancrer dans la réalité. Une exigence qui nécessite de tirer les enseignements de tous les conflits actuels et de les incorporer dans les exercices, afin de conserver un coup d'avance sur les compétiteurs potentiels. La défense collective de l'Europe et la préservation du territoire national se définissent comme la priorité « numéro une » dans la préparation des armées. Deuxième priorité : l'entretien des accords bilatéraux par l'entraînement avec les forces partenaires. Du théâtre métropolitain aux frontières extra-européennes en passant l'outre-mer, la préparation opérationnelle est plurielle. *« Si notre adversaire perçoit de la faiblesse, il poussera son avantage ; s'il a un doute, il tentera sa chance ; et si nous sommes forts, il renoncera ou ira ailleurs »*, assure le général Mandon. Si la *prépa ops* s'est particulièrement renforcée ces trois dernières années, les différents chefs d'état-major des armées n'ont pas attendu le conflit en Ukraine pour s'emparer de ce sujet. Dès 2020, la rhétorique d'un engagement majeur se diffuse jusqu'à l'échelon le plus bas. *« Une manière "d'infuser" les esprits pour amorcer* →

[1] Extrait de l'entretien avec le général d'armée Pierre Schill, dans le *podcast Quartier libre*.

[2] Jerôme Pellistrandi, « Décision politico-militaire et commandement : repenser l'efficacité stratégique », *in Revue défense nationale* n° 887, février 2026.

En décembre 2025, le Commandement du combat futur et l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense ont coorganisé une expérimentation dans le cadre du projet *Pendragon*, pour tester en conditions réelles l'unité robotique de combat en présence d'industriels.



le virage vers la haute intensité, estime le capitaine de vaisseau Nicolas Geffard, directeur du Centre de combat naval (C2N). *On ne change pas une physionomie telle que celle des armées du jour au lendemain. »*

« Faire la différence »

Signal de la détermination de la France à vaincre, la préparation opérationnelle recouvre trois objectifs : témoigner de la fiabilité des armées, de leur crédibilité en générant des unités aptes à tout type de combat, mais aussi de leur solidarité. L'un ne va pas sans l'autre et la guerre ne se gagne plus seul. Le premier donneur d'ordre en matière de préparation opérationnelle reste le Cema, qui en énumère les objectifs dans sa *Stratégie militaire générale*. Le bureau « emploi » de l'État-major des armées est ensuite chargé de la décliner pour que les armées et leur soutien conduisent leur entraînement en adéquation avec les objectifs du Cema. *« On leur donne des directives en leur précisant ce qu'on attend »,* explique le lieutenant-colonel Julien, du bureau « emploi », garant de la Préparation opérationnelle interarmées (POIA). En d'autres termes, en fixant les priorités, il veille au caractère interarmées des exercices. La pierre angulaire de son action réside dans ce que l'officier nomme *« le pivot vers la haute intensité. Ce tournant consiste dans l'intégration du multidomaine à la POIA. Celle-ci doit d'ailleurs être prise en compte à tous les échelons, depuis l'entraînement d'une brigade jusqu'à celui d'une frégate ou d'un avion de chasse. C'est ce qui fera la différence dans un combat de haute intensité ».* Plus connue dans les sphères militaires sous le sigle M2MC, l'appellation *otanienne* multidomaine regroupe le multimilieu et le multichamp. Un exercice multidomaine agrège tous les milieux (espace, air, terre, mer, *cyber*) et tous les champs (informationnel et électromagnétique). On parle désormais d'« opérations multidomaines » ou, plus couramment, d'« hybridité ».

Tester des mécanismes de décision

Cette approche, à la fois opérative et tactique, est cruciale pour encaisser le choc, faire fléchir le rapport de forces, durer dans des combats à la fois longs et coûteux – que ce soit humainement ou matériellement. Et enfin, pour remporter la victoire. Dans ce domaine, la préparation tricolore n'a pas à rougir et les progrès sont notables. Et pour preuve : la nouveauté de l'édition 2026 d'*Orion*, par rapport à celle de 2023, repose sur sa conception nativement M2MC. Elle montre que la *prépa ops* évolue en continu. *« L'enjeu du multidomaine se trouve dans la synchronisation des effets,* informe le lieutenant-colonel Julien. *Cette méthode garantit la réciprocité et la complémentarité des actions conduites par les armées.*



Au cœur du poste de commandement navigation et opérations, d'un sous-marin nucléaire d'attaque, lors de l'exercice *Polaris 25*. Ce dernier avait réuni quelque 2 000 militaires d'une dizaine de pays.

Elle vise à prendre l'ascendant sur l'ennemi ». La synchronisation en temps quasi réel des effets – terrestres, aériens, navals, spatiaux, *cyber* et informationnels – au sein de coalitions interarmées et alliées, relève du commandement (C2). *« Cette orchestration repose sur la circulation maîtrisée des données […], faisant du C2 un système structuré par les données autant qu'un exercice de décision humaine »*[3]. Dès lors, les chaînes de commandement doivent faire l'objet d'un entraînement spécifique. C'était là l'une des ambitions d'*Orion 26*, qui consistait à éprouver les structures de commandement et à tester de nouveaux mécanismes de décision (*voir page 34*). Plus largement, l'armée de l'Air et de l'Espace mène des réflexions sur la convergence de ses différents C2. *« Aujourd'hui, les différentes chaînes de commandement, des fusiliers de l'Air aux opérations spatiales, coexistent dans une logique de superposition. Il faut aller plus loin, en les intégrant pour garantir leur coordination et opérationnaliser le* continuum *du sol à l'espace »*, considère le colonel Sophie, chef de la division Études générales emploi, au sein de l'État-major de l'armée de l'Air et de l'Espace.

« Voir jusqu'où nous sommes capables d'aller »

Alors, qu'est-ce qui distingue les exercices d'hier de ceux d'aujourd'hui ? Les entraînements sont plus longs et plus durs. Une caractéristique qui se traduit par un changement d'échelle. *« On se prépare dans des conditions dégradées et dans un environnement contesté,* rappelle le colonel Sophie. *On élabore des scénarios tenant compte de multiples hypothèses : brouillage, conditions climatiques extrêmes, perte complète de service, taux d'attrition […] Les forces sont poussées dans leurs derniers retranchements pour, le jour J, être prêtes à se réarticuler face à un ennemi à parité. »* L'importance de la simulation, ici, est vitale pour générer une force adverse en nombre. Pour les trois armées, un seul mot d'ordre : sortir des sentiers battus pour côtoyer la réalité de l'engagement de demain. *« Lors des exercices de «mise en condition réelle» (Livex, ndlr), nous allons utiliser nos engins dans des situations difficiles. Nous nous entraînons dans l'environnement le plus proche du scénario le plus exigeant : dans des zones grand froid, en privilégiant le combat de nuit dans des conditions climatiques dégradées. Nos grandes unités s'entraînent pour voir jusqu'où elles sont capables d'aller. L'objectif est d'identifier nos limites »,* renchérit le colonel Aurélien. Même son de cloche du côté du capitaine de vaisseau Nicolas : *« Lors des exercices "à tirs réels", on suit des scénarios qui permettent d'approcher la limite. »* Une prise de risques assumée, mais maîtrisée. Le colonel Aurélien abonde dans ce sens : *« La limite est celle de la sécurité. »* Celle-ci oblige d'ailleurs les combattants à faire preuve d'originalité : *« Les soldats apprennent à fabriquer leurs drones pour tester leur prototype jusqu'à la casse si besoin. Nous préservons, autant que possible, nos équipements coûteux. L'innovation doit aussi venir d'en bas, c'est l'esprit pionnier »*, précise le colonel Aurélien. Pour l'exercice *Orion*, 1 000 drones ont été produits pour moins de 1 000 euros pièce[4]. Ils ont été livrés aux forces grâce à un partenariat piloté par la Direction générale de l'armement. Cette production massive à moindre coût permettra aux combattants de les employer jusqu'à la casse si besoin. C'est aussi cela, la *prépa ops* : susciter l'innovation.

ZoOm

CECPC : entraîner à la prise de décision sous pression

Le Centre d'entraînement et de contrôle des postes de commandement (CECPC) conçoit et anime des exercices pour préparer les PC au combat moderne, tout en évaluant leur capacité à conduire les opérations. C'est le seul organisme de l'armée de Terre spécialisé dans l'entraînement des PC. Grâce à la simulation et à l'exploitation des retours d'expérience notamment, il place les états-majors dans un environnement multidomaine, dégradé et contesté, au plus près des exigences de la haute intensité, afin de renforcer leurs mécanismes de décision.

« Renforcer le pilier européen »

Si la Préparation opérationnelle interarmées est à la main de l'État-major des armées, la *prépa ops* est aussi l'affaire des armées, qui en déclinent les priorités selon

[3] Tisphora Fried, « Décider et commander sous contrainte », *in Revue défense nationale* n° 887, février 2026.

[4] La production de 1 000 drones en une semaine a été permise par le pacte Drones aériens qui consiste en un forum d'échange entre l'État et les industriels de toute taille, des petites entreprises aux grands groupes.



Lors d'une formation dispensée par la *Weapons School* (École d'armes) de l'*US Air Force* depuis 2021, sur la base aérienne 118 à Mont-de-Marsan, des équipages de l'armée de l'Air et de l'Espace approfondissent leur technique de combat.

les spécificités de leur milieu et de leurs missions. Pour l'armée de Terre, le Commandement de la force et des opérations terrestres (CFOT) établit les « standards opérationnels » de la préparation[5] mis en œuvre par les divisions et les brigades de combat. Pour la Marine nationale et l'armée de l'Air et de l'Espace, les autorités organiques sont chargées de la *prépa ops*. *« Le temps de la préparation et des opérations sont concomitants pour l'armée de l'Air et de l'Espace,* précise le colonel Sophie. *Cette simultanéité résulte notamment d'une mutualisation des contrats opérationnels ».* Les unités de l'armée de l'Air et de l'Espace ne bénéficient donc pas forcément d'un temps de préparation et de régénération, comme cela est le cas pour les deux autres armées. Trois armées, trois manières différentes de penser et d'organiser la *prépa ops*. Mais les priorités restent les mêmes : la prise en compte du renseignement, des capacités de frappe dans la profondeur ainsi que la logistique. Armée de Terre, Marine nationale, armée de l'Air et de l'Espace… Quelle que soit l'armée, tous les entraînements incluent les Alliés.

« Consolider le travail interallié – et, plus particulièrement, renforcer le pilier européen de l'Otan – est l'une de nos priorités », confirme le colonel Sophie. *« La France participe pleinement au cycle d'entraînement des structures de commandement de l'Alliance,* ajoute le lieutenant-colonel Julien. *En 2025, le pays a participé à une cinquantaine d'exercices sur les deux cents organisés par l'Otan. »* Le résultat est là : avec la Grande-Bretagne, seul l'Hexagone a obtenu la certification Otan[6]. À ce titre, l'armée de l'Air et de l'Espace collabore actuellement avec le Commissariat au numérique de défense pour développer des outils numériques de planification et de conduite, en vue de sa prise de commandement de l'ARF 26. Il faut dire que la prise en compte des données sera un enjeu majeur dans la *prépa ops* de demain. Le virage vers la haute intensité est particulièrement visible dans l'entraînement au déploiement d'une division aux standards Otan en 2027 ; une capacité que peu d'armées maîtrisent. Le colonel Aurélien poursuit : *« On se prépare, en plus, à l'engagement d'un corps d'armée pour 2030. La* prépa ops *fonctionne par étapes. »*

Quand entraînement rime avec expérimentation

Les exercices préparent à faire la guerre, mais surtout à la gagner. Depuis 2020, ils se définissent aussi comme un temps d'expérimentation. Il n'est pas rare de voir des industriels accompagner les combattants dans leur entraînement. Une proximité qui leur apporte une connaissance fine des besoins opérationnels, ainsi qu'un temps précieux pour tester des équipements en cours de développement en conditions réelles. Les objectifs sont multiples : accompagner les forces dans leur appropriation des équipements, orienter les choix capacitaires, renforcer le lien entre le monde industriel et celui des armées pour gagner en réactivité. Une question de vitesse, donc. Et pour cause. *« Face à l'ennemi, il faut aller vite. Le temps de préparation ne peut plus être décorrélé de celui de l'expérimentation »*, assume le capitaine de vaisseau Nicolas. Il pointe du doigt un chiffre qui ne laisse pas de place au doute : le cycle de mise à jour capacitaire de l'ennemi est de six semaines. Dans cette mouvance, l'armée de Terre a organisé l'exercice d'expérimentation *Small Joint Operation 25*, en décembre dernier. Durant cinq semaines, l'équivalent d'une division s'est mobilisé avec ses partenaires industriels, autour de systèmes

[5] La *prépa ops* de l'armée de Terre se décline en trois niveaux : préparation opérationnelle métier, aptitude gestion de crise et partenariat militaire opérationnel, aptitude à la haute intensité. Cela correspond à l'expression « bon de guerre ».

[6] Cette certification valide la prise de commandement, par l'armée de l'Air et de l'Espace et par l'armée de Terre respectivement, des composantes aérienne et terrestre de l'*Allied Reaction Force* (ARF).

innovants intégrant infovalorisation, cyberdéfense et moyens satellitaires. Cent vingt expérimentations ont été réalisées, ce qui laisse envisager un déploiement d'équipement prochainement. Les exemples abondent pour illustrer les avantages de cette coopération militaro-industrielle, comme en témoigne le capitaine de vaisseau : *« Des plateaux industriels sont toujours présents lors des exercices. Pendant l'un d'eux, une frégate a percuté un objet en mer, déformant ainsi sa coque. Grâce à l'écosystème militaro-industriel en place, la frégate a pu rentrer à Brest, et les dommages ont été réparés en moins de 24 heures. »*

Éprouver les doctrines

Aujourd'hui, aucun exercice ne se joue sans soutien : celui-ci conditionne la supériorité opérationnelle et la capacité à durer au combat. Les armées l'incluent dans leur préparation ; les directives du Cema sont claires à ce sujet. Un virage bien engagé depuis quelques années. *« Nous étions auparavant davantage tournés vers le soutien des combattants hors exercice (« la vie en campagne ») »,* atteste le colonel Aurélien. Le Centre du soutien des opérations et des acheminements a, par exemple, participé en novembre dernier à *Dacian Fall*, pendant lequel une opération logistique inédite a permis le déploiement d'une brigade interarmes complète sur le flanc est, dans un engagement majeur et multinational *(cf. « Le défi de la mobilité en haute intensité », Esprit défense* n° 18). L'occasion de tester le passage d'un mode de transport à un autre, entre les voies maritime et terrestre, pour l'acheminement des hommes et de leur équipement. Les unités de soutien profitent des exercices pour expérimenter des matériels et des procédures, et pour éprouver la soutenabilité de leur doctrine. La preuve avec le Service de santé des armées (SSA). *« Orion 23 nous a appris la nécessité de mettre en œuvre toutes les dimensions du ravitaillement médical*[7]*,* témoigne le médecin général Gilles Kerangueven, chef de la division « milieux » de la Direction de la médecine des forces. *[Pour Orion 26], l'enjeu sera d'intégrer du personnel du SSA qualifié au sein des états-majors. L'autre objectif consistera à mettre en tension nos nouvelles unités médicales opérationnelles, qu'elles soient du ravitaillement, de la médecine des forces ou hospitalières. »* Le SSA évaluera aussi bien le nouveau maillage territorial de ses centres médicaux que l'emploi de la réserve. Pour la première fois, une antenne chirurgicale sera composée de réservistes.

La réserve s'enrichit

Il faut dire que la préparation de la réserve relève d'une nécessité impérieuse de pallier les pertes humaines qu'engendre la haute intensité. Les flottilles de réserve côtière[8] de la Marine nationale participent à l'ensemble des grands exercices tels que *Polaris*. Elles concourent à la préparation des unités d'active, avec des missions de plastronage dans des scénarios de menace symétrique. L'armée de Terre, quant à elle, a créé la *Task Force Reserve* : cette entité a pour vocation de s'assurer de la montée en gamme du niveau de la préparation des unités de réserve. Comment ? Cette *Task Force*, pilotée par le CFOT, va définir un nouveau parcours d'entraînement aux attentes plus élevées. *« Dès la fin de l'année, nous aurons une vision sur l'aptitude de chaque unité de réserve régimentaire »*, dévoile le colonel Aurélien. Dans chacune des armées, les réserves opérationnelles vont être impliquées dans la préparation opérationnelle des appelés du service national. Avec un maillage affiné, des conditions d'engagement assouplies, des conventions signées avec de nombreuses entreprises, la réserve s'enrichit de profils variés pouvant servir à proximité de leur domicile. L'occasion d'alimenter le sentiment de cohésion nationale. La cohésion nationale est bien le pendant de la préparation opérationnelle, comme l'illustre la guerre en Ukraine. Une armée préparée est aussi une armée soudée. Des éléments d'équation indissociables. *« Là où il y a unité, il y a toujours victoire. »*[9]

[7] Stockage et livraison à l'extrême avant.

[8] Les flottilles de réserve côtière créées récemment renforcent la posture permanente de sauvegarde maritime. Elles contribuent ainsi à la défense maritime du territoire et à l'action de l'État en mer.

[9] Publilius Syrus, poète latin né en Syrie, vers 85 av. J.-C., et décédé après 43 av. J.-C.



ENTRETIEN AVEC LE VICE-AMIRAL **XAVIER ROYER DE VÉRICOURT,**
COMMANDANT DU CENTRE EXPERT DU COMMANDEMENT INTERARMÉES (CECIA)

« ***S'entraîner*** *pour* ***décider*** *plus vite et mieux »*

La performance du commandement est un facteur décisif pour remporter la victoire. Le tournant vers la haute intensité et les évolutions technologiques requièrent de décider toujours plus vite que l'adversaire. Pour cela, nos chefs s'entraînent sans relâche. Exemple avec l'exercice *Orion 26*, organisé par le Cecia et porté par le vice-amiral Xavier Royer de Véricourt.

— Que recouvre le « commandement et contrôle » (C2) des opérations militaires, que vous qualifiez de « système nerveux » ?

Vice-amiral Xavier Royer de Véricourt :
Le C2 militaire, dit *« Command & Control »*, revêt deux notions. La première, qui relève du « commandement », consiste à donner des ordres pour obtenir des effets sur le terrain. La seconde, dite de « contrôle », se définit comme l'action technique de transmission des ordres. Mais pas seulement. Il garantit aussi le respect des ordres et en évalue les résultats. Le C2 est une partie essentielle des opérations dont il est le système nerveux. Par ailleurs, le C2 englobe des notions techniques – des transmissions hertziennes, satellitaires et/ou filaires, et des notions de compétences du personnel… On ne peut pas disposer d'un C2 de qualité sans un système technique performant et sans ressources humaines formées et entraînées.

Le *Command & Control* est un processus capacitaire autant qu'humain. À l'instar du combattant, le C2 a besoin d'être rodé au gré des évolutions,

notamment numériques et doctrinales.
La décision demeure une responsabilité humaine, au sein d'une organisation où la subsidiarité doit être structurée. Chacun à son niveau, dans l'incertitude et sous contrainte. Le chef reste celui qui assume le choix en engageant ses forces, voire des vies.

> *Le chef reste celui qui assume le choix, dans l'incertitude et sous contrainte*

objectifs militaires fixés par le niveau stratégique. Il a toujours existé en France, mais il a été peu mis en lumière ces trente dernières années. En opération extérieure (Opex), nous avions peu d'événements à gérer au quotidien. La verticalité vers l'échelon central était donc très forte selon les théâtres et, en particulier, en opération.

Les architectures C2 répondent au même objectif. Pourtant, chacune a des spécificités nationales. Pouvez-vous expliquer la singularité du C2 français ?

Cette singularité dont vous parlez s'appréhende à travers la nature duale du C2. D'une part, le « *Command* » français, c'est-à-dire la boucle décisionnelle, est lié à notre histoire. Il se caractérise par une grande efficacité en vertu des pouvoirs conférés au président de la République d'engager les forces armées selon un schéma rapide, simple et réactif[1]. Ce « *Command* » se distingue aussi par sa plasticité et son agilité, pour répondre au mieux aux circonstances.

D'autre part, le « *Control* » fondé sur nos doctrines nationales et sur un modèle d'armée complet[2], offre au décideur l'assurance souveraine de la bonne exécution des directives. Il prend en compte l'ensemble des champs (influence, *cyber*, électromagnétique) et milieux (terrestre, maritime, aérien et spatial).

L'un des enjeux majeurs d'*Orion 26* était l'entraînement de la chaîne de décision. Il s'est concentré sur le niveau opératif, que le maréchal Montgomery décrivait par la formule : *« L'opératif rend tactiquement possible ce qui est stratégiquement désirable. »*

Le niveau opératif est le plus haut niveau du commandement interarmées *déployable* sur un théâtre. Il planifie et conduit des opérations confiées à une ou plusieurs forces. Il poursuit les

Le retour de la guerre de haute intensité remet l'opératif sur le devant de la scène. Les actions cinétique (létales, *ndlr*), leurs conséquences (nombre de victimes) et la multiplicité des menaces augmentent en masse. Le niveau central ne peut plus traiter seul tous ces événements du quotidien des opérations. Nous avons besoin d'instaurer une subsidiarité structurée. Le niveau opératif en fait partie. Déjà en place pour certaines opérations et missions permanentes, cette subsidiarité se retrouve aussi dans l'organisation territoriale de l'État *via* les préfets dans la gestion des territoires au profit des différents ministères.

Peut-on dire que l'un des buts d'*Orion 26* était de redonner ses lettres de noblesse au niveau opératif ?

L'objectif général d'*Orion 26* était de se préparer à la haute intensité – une démarche déjà amorcée avec *Orion 23*. En 2026, l'entraînement du C2 est l'une des briques importantes dans un contexte de transformation du commandement des opérations – et ce, particulièrement au niveau opératif, objet d'une nouvelle prise de conscience. Les efforts doivent être poursuivis afin d'accélérer la boucle décisionnelle et d'entretenir les savoir-faire.

Les capacités de calcul et de traitement des données sont, à cet égard, indispensables pour décider plus vite et mieux. De nos jours, avec l'augmentation des capteurs – satellitaires, électromagnétiques, optiques ou humains – la masse de données est colossale. Elle s'accompagne d'une capacité de mobilité de nos armées : →

[1] *Via* trois rouages : le président de la République, le chef d'état-major particulier et le chef d'état-major des armées.

[2] Les armées françaises ont fait le choix de conserver l'ensemble de leur savoir-faire dans tous les domaines, des plus rustiques aux plus innovantes.

là où les troupes de Napoléon parcouraient autrefois 50 km par jour, un groupe aéronaval avoisine désormais les 1 000 km par jour. Le flux d'informations, combiné à une forte mobilité de nos moyens, ne simplifie pas la décision. Au contraire, il multiplie les options offertes au chef, qui doit alors davantage hiérarchiser, arbitrer et décider, souvent avec une information incomplète ou contradictoire. Décider plus vite et mieux, c'est accepter une part de risque, tout en conservant la cohérence de la manœuvre.

La supériorité opérationnelle reposera toujours sur la capacité des forces à agir plus vite et mieux que l'adversaire

Des capacités d'ailleurs mises à l'épreuve lors d'*Orion*…

Orion 26 a constitué une occasion unique d'expérimenter des innovations, en plaçant les troupes et les états-majors dans des conditions proches d'un engagement majeur. Le commandement y a été mis sous tension : il a été confronté à une saturation informationnelle, à des délais de réaction contraints et à des environnements dégradés.
Pour acculturer rapidement les états-majors et les forces, des outils autour de la *« data centricité[3] »* ont été testés. Ils remplaceront en partie ceux du modèle « *network centric*[4] » utilisé depuis les années 2000. Éprouver ces outils d'aide à la décision sur des cas d'usage concrets et mesurables permet d'avancer de manière incrémentale.

Les capacités de traitement des données – renforcées demain par des technologies comme le quantique – permettront au chef de distinguer plus vite l'essentiel, d'identifier les signaux faibles, et de gagner la course à la décision sous contrainte de temps et d'incertitude. *In fine,* il conservera l'initiative et l'effet de surprise. Le durcissement des conditions d'entraînement prépare les forces à agir dans des contextes où l'accès à l'information peut être altéré.
La supériorité opérationnelle par le C2 requiert que le chef commande par une intention clairement exprimée, dans une chaîne de décision organisée, utilisant des outils performants.
Lors des exercices, l'efficacité (temps de réaction, *ndlr*) est observée et évaluée, jusqu'au niveau tactique. Par exemple, dans les forces, l'évaluation de la performance des tirs intègre le délai de décision d'ouverture du feu. Au bilan, la supériorité opérationnelle reposera toujours sur la capacité des forces à agir plus vite et mieux que l'adversaire, dans un environnement complexe et incertain. C'est précisément ce qu'*Orion 26* a permis d'éprouver et de renforcer.

◇ Recueilli par le capitaine **Anne-Claire Pérédo**

[3] L'approche *« data centric »* place les données au centre de la chaîne décisionnelle.

[4] Réseau centré qui utilise des réseaux différents mais pas nécessairement interconnectés.



L'association Tégo, avec ses partenaires assureurs ainsi que les acteurs institutionnels et associatifs, répond aux besoins spécifiques du métier de militaire et accompagne durablement ses adhérents qui font face à des difficultés.

L'association Tégo met à profit son expertise au service d'un accompagnement humain dédié aux membres de la communauté Défense et Sécurité.

associationtego.fr

Combat collaboratif : « Les **missions doivent être les plus réalistes possible** »

Le combat collaboratif est un enjeu majeur de la préparation opérationnelle des armées françaises. Unité du Centre d'expertise aérienne militaire, le Centre d'expertise du combat collaboratif (CECC) joue un rôle essentiel pour assurer des entraînements de qualité à l'armée de l'Air et de l'Espace.

Pouvez-vous nous expliquer le sens du combat collaboratif et le rôle du CECC ?

Lieutenant-colonel Jean-Michel et lieutenant-colonel Aurélien : Le combat collaboratif est la mise en réseau de tous les acteurs du champ de bataille, pour pouvoir partager les informations ramenées par les capteurs qui composent les différentes branches des armées. Il faut les mettre en commun, les exploiter en temps réel et les redistribuer pour en assurer, ensuite, une exploitation. Aujourd'hui, le CECC est au cœur de la préparation opérationnelle des forces. Que ce soit dans le cadre des entraînements quotidiens ou dans celui des exercices d'ampleur, le CECC propose des services afin d'optimiser l'entraînement des forces. Ces services vont de la création d'un simple scénario jusqu'au montage de missions très complexes et représentatives d'un conflit de haute intensité. Très souvent, nous réalisons aussi l'animation de la mission en direct, depuis notre salle d'opération, afin de rendre la « guerre simulée » encore plus réaliste, et ainsi d'atteindre tous les objectifs d'entraînement qui auront été définis au préalable.

Sur quels types d'exercice intervenez-vous ? À quelle fréquence ?

Actuellement, nous animons un peu plus de 500 missions par an. Nous intervenons au profit de toutes les communautés (avions de chasse et de transport, hélicoptères, défense sol/air, contrôles aériens…). Ces missions entrent soit dans le cadre des entraînements quotidiens en coordination directe avec les forces, soit dans le cadre d'exercices majeurs comme *Volfa 25* ou *Orion 26*, qui nécessitent une coordination amont avec les grands commandements chargés d'organiser l'exercice. Dans ce dernier cas, l'élaboration des scénarios qui seront joués est réalisée conjointement, entre le CECC et le grand commandement, afin de s'assurer d'une cohérence et d'une gradation dans l'intensité des missions qui seront planifiées.

En quoi le combat collaboratif est-il un atout pour la *prépa ops* de l'armée de l'Air et de l'Espace ?

Dans un contexte géopolitique très animé, il est important pour nos forces d'être agiles. Les services qui sont proposés par le CECC permettent d'adapter au quotidien l'entraînement aux menaces auxquelles nous sommes amenés à être confrontés. Les outils que nous utilisons nous permettent de *massifier* et de densifier les missions pour travailler le combat de haute intensité, mais également de pallier l'absence de certains participants (pour cause de panne, par exemple). C'est un vrai point positif pour conserver l'ADN des missions planifiées, et ainsi optimiser les temps d'entraînement.

Ella Micheletti-Huertas

Voguer vers la **victoire**

À Toulon, le Centre de combat naval est spécialisé dans les scénarios de confrontation en mer. Ses prérogatives naviguent entre emploi des armes, innovation tactique, réflexion doctrinale et résilience des forces. Sa création en 2023 s'intègre dans la transformation « Marine de combat ».

À travers les plans Mercator (2018 et 2021), la Marine nationale a mis le cap vers la haute intensité : *« Le retour possible des engagements majeurs à la mer impose de préparer nos marins à affronter des situations qui ont été peu rencontrées par notre Marine depuis deux générations. »*[1] La mise en place du Centre de combat naval (C2N) en 2023 s'inscrit dans ce sillage. Sa création est d'ailleurs adossée à la mise en place de l'exercice bisannuel *Polaris*. La mission du Centre suit les amers[2] des plans Mercator, à savoir planifier, préparer, conduire et analyser les activités de Préparation opérationnelle à la haute intensité (PO-HI). Son activité ne se réduit pas à aux exercices, *« elle se concentre aussi sur la réflexion prospective et les défis de demain »*, développe le capitaine de vaisseau Nicolas, directeur de la structure.



L'un des objectifs, pour l'année 2026, réside d'ailleurs dans la réactivation du *wargame*[3]. Une pratique utilisée par nos alliés. Un autre enjeu consiste dans la prise en compte des données. Le capitaine de vaisseau précise : *« Le rôle du C2N est de s'assurer de la bonne transition vers [leur] utilisation [...] au profit des opérations ».*

« Innover tactiquement »

Polaris reste le point d'orgue de l'activité du C2N : il rassemble toutes les forces aéromaritimes dans un scénario de confrontation en mer. Du marin aguerri au jeune mousse, chacun est sur le pont. Plus encore, pour la dernière édition en 2025, le panel de participants, interarmées et alliés, s'est étoffé. Des dizaines d'unités étaient réunies dans le golfe de Gascogne. *« Au-delà de l'exercice,* Polaris *est un état d'esprit porté par le Centre, qui exerce un rôle transverse de coordonnateur de la PO-HI vis-à-vis des entités et centres experts de la Marine,* déclare le capitaine de vaisseau. *Que ce soit pour les petits ou les grands exercices, il faut sortir du cadre usuel pour innover tactiquement. »* Le Centre de combat naval se nourrit des savoirs de tous pour alimenter la réflexion doctrinale et capacitaire. *« Il participe aux boucles courtes du retour d'expérience des autorités organiques*[4] *afin de faire partager au plus tôt les enseignements des opérations et des grands exercices maritimes »*, poursuit l'officier. Aucun doute, le C2N trace la route d'une préparation opérationnelle pour voguer vers la victoire.

Capitaine Anne-Claire Pérédo

[1] Extrait du plan Mercator 2021. Lancée en 2018, l'initiative Mercator prépare la Marine nationale aux défis des années 2030.

[2] Points de repère fixes pour la navigation maritime.

[3] « Jeu de guerre », en français. Il simule un conflit armé. .

[4] ALFAN (Amiral commandant la Force d'action navale), ALFOST (Force océanique stratégique), ALAVIA (Amiral commandant la Force maritime de l'aéronautique navale) et ALFUSCO (Amiral commandant la Force maritime des fusiliers marins et commandos).

Une cinquantaine de membres du personnel soignant a participé à la phase 2 de l'exercice *Orion 26*. Une mission hors norme pour ces parachutistes. L'objectif : durcir leur aguerrissement, mais aussi tester la mise à terre de leur matériel. Une séquence qui illustre un changement de paradigme pour l'ensemble du Service de santé des armées, comme l'explique le médecin chef des services Luc Aigle[1].



Haute intensité : plus de blessés, moins de moyens

L'un des objectifs d'*Orion 2* était le largage de l'ARCS[2]. Pourquoi ?

Médecin chef des services Luc Aigle : Déployée sous quatre tentes d'une surface totale de 200 m², l'ARCS dispose d'une zone de triage, d'une zone de réanimation, ainsi que d'un bloc opératoire et de mise en condition du blessé.Nous avons demandé à ce que cette structure soit larguée en deux parties, permettant ainsi de pallier un aléa de largage ou de se prémunir contre une casse lors de l'atterrissage qui nous contraindrait à diviser par deux notre espace de travail. La haute intensité, pour nous, se résume ainsi : davantage de blessés graves, moins de moyens mis à disposition pour les prendre en charge et impossibilité de les évacuer dans les premiers jours.

Les opérations aéroportées sont potentiellement accidentogènes. Combinées à la haute intensité, elles le deviennent encore plus…

Une opération aéroportée en haute intensité, c'est, par jour, l'équivalent de 100 blessés dont 20 graves. Mais c'est aussi plus d'une dizaine d'opérations pour l'ARCS. Dans un tel contexte, nous pouvons espérer tenir cinq jours – c'est l'objet de l'exercice de simulation conduit ici. L'enjeu était de faire preuve de solides compétences techniques. Sur ce type d'opération, l'objectif est de maintenir le blessé le plus longtemps en vie. Contrairement aux opérations comme *Barkhane*, les blessés ne peuvent pas être rapatriés en France rapidement. L'espace aérien est saturé. Avec *Orion 2*, la limite de prise en charge médicale a été éprouvée pour en tirer les enseignements nécessaires à une meilleure adaptation.

Comment chacun est-il préparé à la médecine du combat ?

Orion 2 nous offre l'occasion de tester des procédures, tout en bénéficiant d'un cadre d'entraînement réaliste. Chacun des soignants a sauté avec près de 150 kg d'équipements sur lui. Une première pour certains infirmiers ou infirmières. Depuis quelques années, nous avons revu plus largement la formation des médecins militaires pour y ancrer la médecine du combat. L'exercice *Exosan* en témoigne. Chaque année sur le camp de La Valbonne, il regroupe près de 170 étudiants (médecins et infirmiers) qui vont se former aux défis médico-opérationnels de la haute intensité. Depuis l'édition 2025, *Exosan* a franchi un cap en s'ouvrant aux élèves infirmiers et aux étudiants étrangers. Un virage stratégique.

◇ Recueilli par le capitaine **Anne-Claire Pérédo**

[1] Commandant de la chefferie de la 11e brigade parachutiste.

[2] Antenne de réanimation et de chirurgie de sauvetage.

« L'usine doit être notre première arme »[1]

Pour Catherine Vautrin, *« la préparation de l'industrie de défense conditionne notre capacité à produire, réparer, régénérer et soutenir les forces dans la durée. »* C'est dans cette perspective que l'organisation d'exercices de réquisition est possible depuis 2023. Le premier a été planifié par la Direction générale de l'armement, en avril dernier. Une initiative déterminante pour cette dernière, chargée du mandat « BITD[2] de combat ».



Dans l'imaginaire collectif, réquisition rime avec injonction. Difficile alors de concevoir qu'elle demeure une solution quand la situation l'impose. Et pourtant. Pour Louis Touraine, chef de projet *« économie de guerre »* de la Direction générale de l'armement (DGA), elle est même un *« outil indispensable face à des pics d'activité comme l'exige une guerre de haute intensité. »* Encadré par *le Code de la défense*, ce dispositif concerne les biens, les services, les personnes physiques et les personnes morales. Louis Touraine insiste : *« Il ne s'agit pas de pallier un manque de préparation, car disposer de moyens pour mener une guerre totale en permanence est impossible. »* Pour cette raison, la loi s'adapte aux défis de son temps, avec une nouveauté depuis 2023 : la possibilité de procéder à des exercices de réquisition[1]. L'édition 2026 d'*Orion* représentait l'occasion idéale pour le premier exercice du genre piloté par la DGA. Un test mené en lien avec la 13e base de soutien du matériel (13e BSMAT), du 10 au 30 avril derniers. Le scénario : après l'engagement d'une division française dans un conflit majeur, la 13e BSMAT doit assurer le maintien en condition opérationnelle des engins terrestres. Une mission qu'elle n'est plus capable d'assurer seule. Autrement dit, elle n'est plus en mesure d'atteindre ses objectifs avec les moyens étatiques et contractuels. La réquisition est décrétée par le Premier ministre.

Nouer des relations avec les entreprises locales

L'exercice débute par un recensement, à l'issue duquel, la 13e BSMAT mobilise, entre autres, des maintenanciers automobiles, des peintres industriels et des magasiniers, au sein de huit entreprises locales. Cela lui permet de trouver les moyens pour fonctionner à plein régime pendant quatre jours. La base est ainsi à même de poursuivre l'entretien et la réparation de blindés légers à destination des forces et le conditionnement des pièces de rechange envoyées aux combattants pour que les réparations sur le terrain soient assurées. Si l'un des enjeux de l'exercice consistait à vérifier le bon fonctionnement des outils du *Code de la défense*, ce type d'exercice fournit aussi l'occasion de nouer des relations avec les entreprises qui n'appartiennent pas à la BITD. *« Cela renforce la confiance entre tous les acteurs de la Nation qui pourraient participer à l'effort »*, insiste l'ingénieur en chef de l'armement Éric Pédo. En Ukraine, les tentatives de réquisition ont échoué, faute d'une connaissance mutuelle et d'une préparation suffisante. Il en est certain : l'anticipation est la clé d'une réquisition acceptée et utile.

[1] Propos de Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants, à l'occasion du premier exercice de réquisition.

[2] Base industrielle et technologique de défense.

[3] La LPM 2024-2030 fixe les modalités de ces exercices, ils sont organisés en fonction des nécessités des entreprises ; ils n'excèdent pas cinq jours par an et ils ouvrent droit à une indemnisation.

Wargame*[1] : essentiel pour la *prépa ops

Le bureau Jeu de guerre du Commandement du combat futur organise régulièrement des stages de formation. Le but : accroître les savoir-faire des militaires de toutes les armées, en sollicitant leurs capacités d'analyse et de réflexion.

Une table éclairée au néon, des dés qui volent, des voix qui s'entremêlent, des pions qui avancent ou reculent… Qui, des bleus ou des rouges, réussira la mission ? Dans un local de l'École militaire, ce jeudi 4 juin 2026, plusieurs équipes s'affrontent à *Duel tactique*. Ce jeu, créé par le commandant Antoine, chef adjoint du bureau Jeu de guerre du Commandement du combat futur, est un outil pédagogique qui permet de former, sur le plan tactique et doctrinal, tous les échelons de manœuvre, du général au soldat.

Adaptation à des missions

D'abord, *« nous donnons des missions à des unités, à des groupements tactiques interarmes, à des bataillons… Chaque unité peut ainsi recevoir une mission d'attaque, de défense ferme ou de freinage »*, explique le commandant Antoine. Les joueurs doivent tenir compte des contraintes logistiques.



Pour le commandant, historien et auteur d'une *Histoire du wargame*[2], *« il faut absolument jouer [la carte de] la logistique »* dans la préparation opérationnelle. Et d'ajouter : *« Quand les Alliés ont décidé de conduire une opération à partir de juin 1944 pour marcher jusqu'à Berlin, ils ont confié l'intégralité du commandement à un logisticien, le général Eisenhower. »*

De la théorie à la « pratique »

Duel tactique « est né des demandes des élèves de l'École de guerre-Terre, qui trouvaient que la formation était un peu trop théorique et pas assez pratique », admet le commandant. Il précise : *« Nous faisons des plans de guerre, de campagne. Un plan peut être "grammaticalement correct", mais la question est de savoir s'il fonctionne, s'il est efficace »*. Pourquoi le choix d'un jeu manuel, et non virtuel, s'est-il imposé ? Pour le commandant Antoine, des travaux *« ont montré les effets de cristallisation de la mémoire musculaire sur les apprentissages »*. En d'autres termes, le fait de déplacer des objets avec ses mains permet d'ancrer des connaissances et des choix (judicieux ou non) qui ont été faits. Autre avantage : le jeu de guerre est l'occasion de *« tester des actions que l'on ne peut pas forcément appliquer sur le terrain, parce que ce serait trop risqué. Cette accoutumance à la prise de risques est très efficace en* wargame. *Cela permet d'acculturer le chef à la prise de décisions tactiques »*, conclut le commandant Paul, lui aussi membre du bureau Jeu de guerre. Face à l'évolution constante des formes de conflictualité, le jeu de guerre s'impose aujourd'hui comme un vecteur indispensable à la préparation opérationnelle des armées.

Ella Micheletti-Huertas

[1] Jeu de guerre.

[2] Antoine Bourguilleau, *Jouer la guerre, Histoire du* wargame, Passés composés, 2020.



TRIBUNE

PAR LE GÉNÉRAL DE BRIGADE **CAMPBELL CLOSE,**
GÉNÉRAL ADJOINT DES OPÉRATIONS À LA 1RE DIVISION FRANÇAISE

Le CHOC DES CULTURES

Depuis l'été 2024, j'occupe les fonctions de général adjoint des opérations (GAOPS) auprès du général commandant la 1re division française, située à Besançon. Issu des accords du sommet d'Amiens de 2016[1], ce poste s'inscrit dans un échange structurant entre la France et le Royaume-Uni : l'adjoint de la 1re division britannique est français. En tant qu'officier d'échange, je sers exclusivement les intérêts français. Je suis chargé de la planification, de la conduite des opérations et de la préparation des exercices.

Cet échange illustre la confiance entre nos deux nations. Les opérations étant par nature multinationales, j'apporte 27 années d'expérience et un regard complémentaire sur les enjeux tactiques et organisationnels.
Si nos armées font face à des défis similaires, les solutions diffèrent parfois ; confronter ces approches renforce notre efficacité collective.

Issu de l'infanterie, j'ai été engagé en Irak, en Afghanistan, en Sierra Leone et au Kosovo. J'ai ensuite été chef d'état-major de la 11e brigade d'infanterie, puis chef de corps du 2e bataillon du *Royal Regiment of Scotland*. Breveté de l'École de guerre en 2017, j'ai depuis alterné des postes entre la France et le Royaume-Uni.

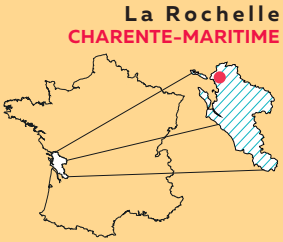
J'ai également servi en Allemagne au sein de la 7e brigade blindée, puis en France au 1er corps d'armée d'abord en tant qu'assistant militaire du chef d'état-major, puis comme officier de liaison entre forces terrestres britanniques et forces françaises. Ces expériences confirment que, malgré les complexités du multinational, les synergies renforcent notre puissance collective. Comme le rappelait Winston Churchill, « *Il n'y a qu'une chose pire que de se battre avec des alliés : c'est de se battre sans eux.* » Une idée illustrée par la devise de l'Otan : « *Stronger Together*[2] ».

La guerre est d'abord un enjeu humain. La solidarité stratégique repose sur la qualité des relations entre individus, unités et nations. Les échanges de haut niveau renforcent cette interopérabilité, en facilitant la compréhension mutuelle et en prévenant les incompréhensions. « *La relation de défense du Royaume-Uni avec la France est fondamentale pour sa sécurité* », comme le rappelle la *Strategic Defence Review* de 2025. Elle prolonge une position constante depuis 1995 :
« *Il n'existe pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'un des deux pays pourraient être menacés sans que ceux de l'autre ne le soient également.*[3] » **C.C.**

[1] L'un des objectifs de ce sommet : renforcer la coopération bilatérale en matière de défense avec, par exemple, la mise en place d'une force expéditionnaire.

[2] Plus forts ensemble.

[3] Extrait de la déclaration de Chequers.



Il y a 400 ans, le cardinal de Richelieu réussit un projet d'envergure : doter la France d'une marine d'État à même de contrôler des accès stratégiques à la mer et de renforcer l'autorité du roi de France Louis XIII.

Par **Ella Micheletti-Huertas**

Les premiers pas d'une MARINE D'ÉTAT

Au début XVIIsiècle, la France regarde davantage vers ses frontières terrestres que vers l'horizon marin. Coincé entre les ambitions de la monarchie espagnole, la puissance marine de l'insulaire Angleterre et les tensions religieuses intérieures, le royaume semble tourner le dos à la mer, pourtant porteuse de puissance et de richesses. Lorsque le cardinal de Richelieu devient le principal ministre d'État du roi Louis XIII en 1624, la situation maritime française est préoccupante. Les ports existent, les marins aussi, mais l'État ne possède ni flotte permanente ni stratégie cohérente pour défendre ses côtes ou soutenir ses ambitions commerciales. En quelques années, Richelieu entreprend une transformation radicale : doter le pays d'une marine royale capable de rivaliser avec les puissances européennes.



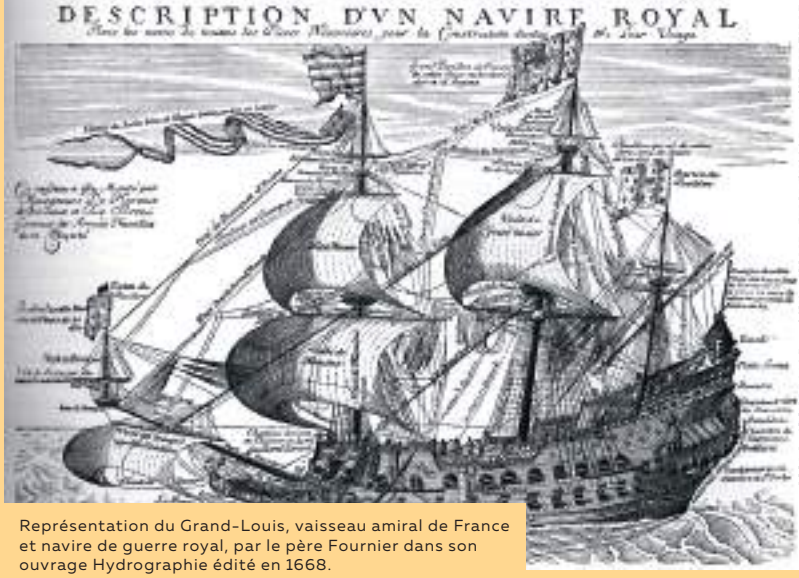
Le tableau *Richelieu sur la digue de La Rochelle*, a été réalisé par le peintre Henri-Paul Motte, en 1881. Il fait partie de la collection du musée des Beaux-Arts de La Rochelle. Le siège de La Rochelle, commandé par le cardinal de Richelieu, s'est déroulé du 10 septembre 1627 au 28 octobre 1628.

Consolider l'autorité royale

La France de Louis XIII traverse une période de consolidation du pouvoir monarchique. Le royaume est encore marqué par les suites des guerres de Religion ; les protestants français, notamment les huguenots établis dans certaines villes portuaires, conservent des places fortes. Parmi elles, La Rochelle constitue un défi pour le pouvoir royal. Ville prospère orientée vers l'Atlantique, elle entretient des liens avec l'Angleterre (anglicane depuis le schisme par Henri VIII en 1534) et dispose de capacités maritimes propres. Pour Richelieu, laisser des sujets du Roi s'ériger en puissance intérieure et contrôler des accès stratégiques à la mer représente un danger politique et militaire.

Sur le plan international, l'Europe est secouée par la Guerre de Trente ans, où se croisent rivalités religieuses, ambitions dynastiques et équilibre des puissances. La France, encerclée par les possessions des Habsbourg espagnols et autrichiens mais alliée aux Provinces-Unies[1], doit protéger ses voies commerciales et militaires. Or l'Angleterre, qui aspire à dominer les mers qui l'entourent, menace les intérêts français, notamment dans la Manche et l'Atlantique. Sans flotte forte, le royaume dépend de navires marchands armés à la hâte ou d'alliances précaires. *« En 1624-1625, contre La Rochelle, au tout début de la présence de Richelieu au pouvoir, le Roi va notamment se tourner vers des alliés qui sont une grande puissance maritime, les Hollandais »*, explique l'historien Olivier Chaline, codirecteur de *La Revue d'histoire maritime.*

Richelieu comprend qu'une monarchie moderne ne peut prétendre à la puissance sans moyens maritimes propres. En 1626, tandis qu'est supprimée la charge traditionnelle d'Amiral de France, il reçoit du Roi le titre de « Grand Maître, chef et Surintendant général de la Navigation et du Commerce de France ». Derrière cette appellation, une ambition : créer une véritable marine d'État, unifiée et permanente, et développer tout ce qui a trait à la mer, ce que nous appellerions aujourd'hui « l'économie bleue ».



Représentation du Grand-Louis, vaisseau amiral de France et navire de guerre royal, par le père Fournier dans son ouvrage Hydrographie édité en 1668.

Ambitions multiples

L'objectif est d'abord stratégique. Il s'agit de défendre les côtes françaises contre les incursions ennemies et de garantir les liaisons entre les provinces maritimes du royaume. La Manche, l'Atlantique et la Méditerranée deviennent des espaces qu'il faut surveiller et contrôler. Mais Richelieu nourrit aussi des ambitions commerciales. Au XVII[e] siècle, les richesses venues des colonies et du commerce maritime alimentent les puissances européennes. La France accuse un certain retard face aux Espagnols, aux Hollandais et aux Anglais. Développer une marine, c'est protéger les routes commerciales et encourager les échanges.

La guerre contre les protestants rochelais fournit un terrain d'application concret. Lors du siège de La Rochelle entre 1627 et 1628, Richelieu sait qu'une victoire terrestre ne suffit pas. De fait, il *« reste sur place et finance une partie non négligeable du siège avec ses propres revenus »*, rappelle Olivier Chaline. Il fait ériger une digue monumentale pour bloquer le port. L'historien ajoute : *« C'est un ouvrage d'art considérable qui va frapper les contemporains et qui permet de couper La Rochelle du ravitaillement des renforts des Anglais qui ont décidé de faire la guerre au Roi de France en 1627. »* La chute de La Rochelle marque symboliquement le triomphe d'un État capable d'imposer son autorité jusque sur mer.

Richelieu développe aussi des infrastructures. Des arsenaux naissent ou se développent, comme à Brest, à Toulon et au Havre. Le cardinal use de *« ses relais locaux* →

[1] État prédécesseur de l'actuel royaume des Pays-Bas.

pour organiser par exemple un chantier naval », précise Olivier Chaline. Des bâtiments plus modernes et mieux armés sont construits. L'administration navale se structure progressivement. Tout est au Roi et il n'y a pas de vénalité des charges[2]. L'armée, quant à elle, est un partenariat militaire et financier avec la noblesse.

Accroître le nombre de bateaux et de marins

En matière d'effectifs, la marine voulue par Richelieu prend une autre dimension. Au milieu des années 1620, la monarchie dispose de moins d'une dizaine de véritables navires de guerre. À la fin des années 1630, la flotte royale comprend entre 40 et 50 grands bâtiments de guerre, auxquels s'ajoutent des navires plus légers.

Les hommes constituent un autre enjeu essentiel. Une flotte ne vit pas seulement de bois, de voiles et de canons ; elle dépend de milliers de bras habitués aux tempêtes et à la discipline. Sous Richelieu, le royaume peut mobiliser plusieurs milliers de marins. Selon les années et les besoins, l'estimation du vivier des gens de mer mobilisables oscille entre 15 000 et 20 000 hommes, même si les équipages effectivement embarqués dans la flotte royale sont souvent plus réduits (de l'ordre de quelques milliers d'hommes). Le recrutement demeure cependant ardu, car il faut attirer des marins souvent tentés par la pêche et le commerce privé, mieux rémunérés.

À la mort de Richelieu en 1642, la marine française n'est pas encore la grande force navale qu'elle deviendra sous le règne de Louis XIV et l'action de Jean-Baptiste Colbert. Mais les fondations sont posées. Le Cardinal a donné au royaume une vision maritime cohérente et une flotte capable d'exister dans les rivalités européennes. Dans le fracas des canons et le claquement des voiles, il avait compris qu'une grande puissance ne pouvait se contenter de regarder la mer depuis ses rivages : elle devait apprendre à la gouverner.

[2] Système sous l'Ancien Régime, au cours duquel les charges étaient attribuées contre paiement.



Portrait du cardinal de Richelieu par Philippe de Champaigne, en 1640. Collection du musée du Louvre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ecpad

La Bataille de la Somme, 1916



Les Français dans la bataille de la Somme

Juillet-novembre 1916 : pendant 140 jours, 200 000 soldats français combattent dans la Somme aux côtés des Britanniques. Une présence massive, souvent oubliée. Présentées par l'historien Philippe Nivet, les photographies prises par les opérateurs de l'armée française offrent un nouveau récit de la bataille.

208 pages
150 photographies
Couverture souple
Format 21 x 21 cm
Prix : 19 euros

© Jacques Ridel / SPA 4 W 336

Disponible à l'achat ici

Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense
2 à 8 route du Fort, 94200 Ivry-sur-Seine • SIRET 18009223100018
ecpad.fr

ou contactez-nous :
eboutique@ecpad.fr
01 49 60 59 22

Comment les armées s'adaptent à L'ACCÉLÉRATION des MENACES

Face à l'accélération des technologies, à l'extension des espaces de confrontation et à l'évolution rapide des menaces, les armées françaises transforment leur modèle de défense. Détecter plus tôt, comprendre plus vite, frapper plus loin, durer davantage et intégrer en permanence les enseignements du terrain : l'enjeu n'est plus seulement de préparer le prochain conflit, mais également de permettre aux armées d'évoluer au rythme des menaces auxquelles elles sont confrontées.

Pression du terrorisme, retour des États-puissances, multiplication des crises et des conflits, ruptures technologiques : l'environnement stratégique dans lequel évoluent les armées françaises s'est profondément transformé. La guerre en Ukraine a joué un rôle de révélateur, mais le phénomène dépasse largement ce seul conflit. Les innovations se diffusent à un rythme inédit, les espaces de confrontation s'étendent et les modes d'action évoluent en permanence. Comme le résume le directeur général adjoint de la Direction générale de l'armement (DGA), le général Alexandre Lahousse, *« nous sommes à un moment où tout s'accélère : combat collaboratif, drones et lutte antidrone, guerre électronique, maîtrise des fonds marins, résilience spatiale, cybersécurité, énergie embarquée, propulsion avancée, IA, quantique. L'art de la guerre évolue considérablement, et les défis sont immenses ».*

> *L'enjeu n'est plus de prédire, mais de préparer des capacités flexibles*

Cette accélération bouleverse les certitudes qui ont longtemps déterminé la préparation des armées. Pendant des décennies, il était possible d'identifier les grandes caractéristiques du conflit à venir et de construire progressivement les capacités adaptées. Aujourd'hui, les ruptures technologiques, l'évolution rapide des usages militaires et l'émergence de nouvelles formes de conflictualité rendent l'exercice beaucoup plus complexe.

Pour le général Bruno Baratz, commandant du Combat futur, *« L'enjeu n'est plus de prédire, mais de préparer des capacités flexibles. »* Une évolution qui conduit à repenser la notion même de supériorité militaire. Comme l'explique le major général de l'armée de l'Air et de l'Espace, le général Dominique Tardif, *« dans un monde stratégique marqué par l'incertitude et l'accélération, la véritable supériorité ne consiste pas à prédire l'avenir. Elle consiste à construire une force capable d'évoluer plus vite que les menaces auxquelles celle-ci sera confrontée ».*



L'exercice *Volfa 25*, entraînement annuel majeur de l'armée de l'Air et de l'Espace, mobilise une cinquantaines d'aéronefs couvrant des capacités aériennes : chasse, transport, ravitaillement, guerre électronique, lutte antidrone, commandos, surveillance, cyberdéfense.

Voir et décider avant l'adversaire

La première conséquence de cette accélération est la transformation de la bataille de l'information. Les affrontements modernes ne commencent plus nécessairement par un engagement militaire visible. Le général Dominique Tardif le rappelle en ces termes : *« Un conflit débute souvent bien avant le premier tir : dans l'espace informationnel, dans le cyberespace, dans l'espace exo-atmosphérique, à travers la guerre électronique ou la manipulation de la donnée ».*

Parallèlement, le champ de bataille devient de plus en plus transparent. À ce sujet, le général Bruno Baratz évoque une hyperconnectivité qui rend les mouvements plus visibles que jamais : *« L'espace de bataille est désormais saturé de capteurs, de drones et de systèmes de communication. »* Dans ce contexte, détecter la menace avant qu'elle ne produise ses effets devient une condition essentielle de l'action militaire. Les armées renforcent donc leurs capacités de surveillance et de renseignement grâce aux moyens spatiaux d'observation, aux avions de détection et de commandement, aux systèmes de guerre électronique et aux capacités d'alerte avancée. Mais voir en premier n'est plus suffisant. Dans un espace de bataille largement observable, l'avantage n'appartient plus automatiquement à celui qui détecte le premier. Il revient à celui qui parvient à transformer le plus vite l'information disponible en compréhension, puis en décision. Comme le résume le général Dominique Tardif, *« l'enjeu n'est plus seulement de collecter, mais aussi de trier, corréler et hiérarchiser l'information utile. »* À mesure que les données s'accumulent, la rareté ne réside plus dans l'information elle-même, mais dans la capacité à lui donner du sens suffisamment vite pour conserver l'initiative.

La vitesse de compréhension devient ainsi un facteur de supériorité opérationnelle. Le général Bruno Baratz →

résume ce défi par cette formule : *« Celui qui observe le premier, comprend le premier, agit le premier et prend l'ascendant. »*

Cette compression du cycle entre détection, compréhension et décision transforme à son tour la conduite des opérations. En conséquence de la réduction de ces délais de réaction, les armées cherchent à produire des effets bien au-delà de la ligne de contact.

Frapper dans toute la profondeur



Lors de l'exercice *Royal Black Hawk*, dans la région de Belfort, du 12 au 23 juin 2023.

Longtemps protégées par leur éloignement du front, les zones arrière sont désormais exposées à des armées adverses capables de frapper loin, vite et avec précision. *« L'usage massif de drones, de missiles de précision, de munitions téléopérées ou non et d'artillerie longue portée a rendu les zones arrière vulnérables »*, observe le général Baratz.

Cette évolution dépasse largement le seul domaine terrestre. Des missiles balistiques aux capacités spatiales, en passant par les systèmes capables d'agir à très longue distance, les menaces peuvent désormais surgir bien au-delà de la ligne de front. De fait, la distinction traditionnelle entre front et arrière tend à s'effacer. Centres logistiques, postes de commandement, infrastructures critiques et moyens de soutien deviennent eux aussi des objectifs potentiels. L'ensemble du système militaire se trouve désormais exposé.

Les armées cherchent donc à agir dans la profondeur du dispositif adverse afin de désorganiser ses chaînes de commandement, de perturber ses soutiens et de réduire sa liberté d'action. Combat collaboratif, drones, munitions téléopérées et feux dans la profondeur participent de cette même logique.

Cette extension du champ de bataille a une conséquence souvent moins visible. Plus les frappes portent loin, plus les volumes consommés augmentent, plus les soutiens deviennent vulnérables et plus la capacité à régénérer les forces s'avère déterminante.

Durer

Les conflits récents rappellent ainsi une réalité que plusieurs décennies d'opérations extérieures avaient progressivement reléguée à l'arrière-plan : les guerres entre États sont aussi des épreuves d'endurance. *« Les conflits entre États sont des marathons, non des sprints »*, constate le général Baratz. Cette évolution marque le retour de la guerre industrielle. Pendant longtemps, les armées occidentales ont privilégié la sophistication technologique afin d'obtenir un avantage qualitatif décisif. Cette exigence demeure essentielle, mais elle ne suffit plus. Selon le général Dominique Tardif, *« les armées doivent désormais conjuguer excellence technologique, résilience et masse. »*



Le porte-avions *Charles de Gaulle* verra sa relève assurée par *France Libre*, à l'horizon 2038.

Les conflits de haute intensité réintroduisent des problématiques de volume, de régénération et de soutien qui redeviennent déterminantes. Munitions, drones, capteurs, logistique, maintenance, ressources humaines : la capacité à durer devient aussi importante que la capacité à frapper.

La question dépasse d'ailleurs le seul cadre militaire. Elle engage directement l'industrie de défense. Stocks, capacités de production, sécurisation des approvisionnements et maintien en condition opérationnelle conditionnent désormais la capacité à soutenir un effort prolongé. Comme le résume le général Alexandre Lahousse, *« la DGA de combat a besoin d'une BITD de combat, capable d'accélérer en amont mais aussi capable, après la phase de réarmement, de tenir dans la durée »*. Or, cette résilience ne repose pas uniquement sur des stocks ou des capacités industrielles. Elle dépend aussi de la vitesse avec laquelle une armée est capable d'intégrer les enseignements du terrain et de faire évoluer ses équipements, ses organisations et ses modes d'action.

> *Les armées doivent désormais conjuguer excellence technologique, résilience et masse*

Concilier le temps court et le temps long

L'accélération des technologies et des modes d'action impose désormais aux armées d'intégrer beaucoup plus rapidement les enseignements du terrain, pour ne pas être rapidement dépassées. Dans certains domaines, attendre plusieurs années pour adapter un équipement ou faire évoluer une capacité reviendrait à prendre le risque d'être rapidement dépassé. L'enjeu est donc de rapprocher au maximum l'innovation de l'emploi opérationnel afin que les forces puissent bénéficier plus vite des solutions développées par l'industrie, les centres d'expertise sur la base des retours d'expérience des conflits en cours. Pour le général Alexandre Lahousse, *« l'évolution du contexte impose à la DGA de s'adapter [...] pour pouvoir équiper nos armées en boucle courte au rythme de l'évolution des menaces. Par ailleurs, la DGA doit également continuer à préparer les grands programmes qui structurent notre système de défense »*. Pendant longtemps, il a été possible de distinguer relativement clairement les grands programmes →

d'armement et les adaptations ponctuelles. L'accélération technologique brouille désormais cette séparation. Les innovations apparaissent plus vite, les usages évoluent plus rapidement et les retours d'expérience doivent être intégrés quasiment en temps réel. Le véritable défi devient alors organisationnel : comment apprendre et s'adapter plus vite que l'adversaire ?

Pour répondre à cette contrainte, l'État-major des armées et la DGA ont mis en place la Révolution des affaires capacitaires (RAC). Son objectif est de réduire le délai entre l'identification d'un besoin opérationnel et la mise à disposition d'une solution pour les forces. Une équipe permanente réunissant opérationnels, ingénieurs, experts techniques et acheteurs se réunit chaque semaine afin d'accélérer les projets les plus urgents.

Cette logique se prolonge sur le terrain avec les Centres experts référents (CeR), initiés par la DGA. Pensés pour répondre aux technologies à cycle court, ils réunissent utilisateurs militaires, experts techniques, acheteurs et industriels afin de développer rapidement des matériels innovants, de les tester puis d'en acquérir grâce à de premiers achats lorsqu'ils répondent à un besoin opérationnel immédiat.

Selon le général Alexandre Lahousse, *« ces centres permettent de renforcer la réactivité, la capacité d'expérimentation et d'innovation du ministère des Armées et des Anciens combattants. »* L'objectif n'est pas de remplacer les grands programmes d'armement, mais de les compléter. Les armées doivent simultanément intégrer les innovations issues du terrain et préparer



Dans un *Command and control*, sur l'île du Levant, en octobre 2025.



Alexandre Lahousse, directeur général adjoint de la DGA, lors d'une visite du centre de la DGA Essais en vol, à Cazaux, le 5 novembre 2025.

les systèmes qui façonneront les combats des décennies à venir.

Comme le résume le général Dominique Tardif, *« ces deux temporalités ne sont pas contradictoires ; elles sont complémentaires. »* Car les technologies à cycle court ne remplaceront ni les sous-marins nucléaires, ni les avions de combat, ni les grands systèmes de commandement qui nécessitent des années de conception et d'investissement. À l'inverse, les grands programmes ne peuvent plus évoluer indépendamment des innovations qui apparaissent aujourd'hui sur les champs de bataille.

Cette complémentarité est au cœur de la transformation conduite par la DGA. Comme l'explique le général Alexandre Lahousse, *« la DGA de combat, c'est une DGA agile, capable d'anticiper et de préparer à la fois le temps court et le temps long. »* L'enjeu est donc de mener ces deux efforts simultanément : répondre aux urgences du présent, sans renoncer à préparer l'avenir. La capacité à articuler le temps court et le temps long devient ainsi l'une des conditions de l'adaptation permanente des armées.

Coalition des Volontaires : **assurer la sécurité** du continent EUROPÉEN

Par **Ella Micheletti-Huertas**

Née en 2025 dans le contexte de la guerre en Ukraine, la Coalition des Volontaires illustre et dynamise un nouvel élan de la défense européenne. La France s'y impose aujourd'hui, en tandem avec le Royaume-Uni, comme un acteur central du *leadership* militaire en Europe.

La « Coalition des Volontaires » est une initiative politique, diplomatique et militaire lancée en 2025 pour soutenir l'Ukraine et préparer des garanties de sécurité en cas de cessez-le-feu. Lancée le 17 février 2025 à Paris, la Coalition est sous le *leadership* des chefs d'État et de gouvernement français et britannique. Elle rassemble désormais 35 États européens et extra-européens. Son fonctionnement repose sur une logique pragmatique : avancer avec les pays disposés à fournir à l'Ukraine des mesures de réassurance, strictement après un cessez-le-feu. Et, ce, afin de dissuader la Russie de lancer une nouvelle offensive. Les forces armées ukrainiennes restant la première des garanties de sécurité, il s'agit également de les appuyer dans leur régénération. En coordination avec son partenaire britannique, la France s'est imposée comme un moteur politique et militaire majeur de la Coalition. Emmanuel Macron a multiplié les initiatives pour structurer une réponse européenne afin de soutenir l'Ukraine. Paris joue un rôle central dans la coordination de cette Coalition : une quinzaine de réunions au niveau des chefs d'État et de gouvernement se sont tenues depuis 2025, dont une majorité à Paris, notamment celle du 6 janvier 2026.



La Coalition des Volontaires s'est réunie à Paris, le 6 janvier dernier.

Le Sommet de Paris

Cette dynamique s'est en effet renforcée avec la Déclaration de Paris de janvier 2026, adoptée lors d'un sommet de la Coalition dans la capitale française. Les États participants – dont les membres de la Coalition des Volontaires, les États-Unis et l'Ukraine – y réaffirment leur soutien à cette dernière. Ils précisent des garanties de sécurité, comme une coordination militaire renforcée et la préparation de mécanismes de réassurance en cas de paix négociée. L'endossement de la déclaration par la partie américaine a permis de confirmer l'implication de Washington dans le dispositif post cessez-le-feu tout en démontrant l'assentiment des États-Unis pour cette initiative franco-britannique. L'organisation de ce sommet a consolidé la place de la France comme centre diplomatique et stratégique de l'initiative. Comme l'a déclaré Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants, « *cette coalition, qui se trouvait être au départ "une conviction française", est devenue une évidence largement partagée.* » La Coalition des Volontaires démontre la capacité et la détermination des Européens et de leurs partenaires à prendre encore davantage en main la sécurité du continent européen. L'objectif est de rendre l'Europe davantage capable d'assurer sa propre sécurité. La France assume donc une posture affirmée mêlant diplomatie, soutien politique et militaire ainsi que planification opérationnelle.

La France bientôt **à la tête** de la plus importante FORCE de L'OTAN

Par **Ella Micheletti-Huertas**

En juillet, la France prendra les rênes des composantes aérienne et terrestre de la Force de réaction alliée (ARF) de l'Otan. Une responsabilité stratégique qui témoigne des capacités militaires de la France au sein de l'Alliance. Ce rôle reflète la contribution essentielle de notre pays à la coordination d'une réponse militaire rapide à une crise majeure.

La Force de réaction alliée est l'un des dispositifs les plus exigeants de l'Otan. Elle doit pouvoir être déployée rapidement en cas de menace ou de conflit, ce qui suppose une armée entraînée, réactive et capable d'agir aux côtés de ses alliés. Du 1er juillet 2026 au 30 juin 2027, c'est la France qui sera chargée du commandement des composantes aérienne et terrestre de cette Force.

Composante terrestre

S'agissant de la composante Terrestre de l'ARF, elle correspond au commandement des forces au sol : soldats, blindés, artillerie, moyens logistiques pouvant être envoyés sur un théâtre d'opérations.
La France devra préparer ces forces, organiser leur entraînement avec les alliés et être capable de coordonner l'ensemble si l'Otan décidait d'intervenir. « *C'est une mission très exigeante. Nous avons participé depuis 18 mois à un effort important de montée en puissance de nos systèmes d'information et de nos procédures Otan. Nous avons été testés et certifiés*[1] *par l'Otan* », explique le général Wallaert, sous-chef d'état-major opérations aéroterrestres de l'état-major de l'armée de Terre.

Composante logistique

L'armée de Terre sera aussi chargée de la composante Logistique de l'ARF. Un autre vecteur clé de l'efficacité opérationnelle des armées. « *Il n'y a pas d'opération sans logistique et il n'y a surtout pas d'engagement de haute intensité sans une logistique robuste et massive* », rappelle le général Nicolas Filser, dirigeant le commandement de l'appui et de la logistique de théâtre de l'armée de Terre. La composante Logistique contient deux volets. L'un concerne « *le déploiement des forces et des nations contributrices qui envoient des troupes sur le théâtre d'opérations* » ; l'autre consiste « *à assurer le ravitaillement des troupes déployées sur le théâtre pendant la durée de la mission* », précise-t-il.

Composante aérienne

De même, en prenant la tête de la composante aérienne de l'ARF, la France devra coordonner les moyens aériens mobilisés par l'Otan en cas de crise. Cela inclut la planification des missions de surveillance, de transport ou de ravitaillement en vol. L'armée de l'Air et de l'Espace française jouera un rôle central dans l'organisation et la conduite des opérations aériennes avec les Alliés. À travers ce rôle, la France démontre qu'elle est un allié fiable et solide au service de ses partenaires.

[1] Selon 408 critères établis par l'Otan.

La jungle guyanaise ne cède rien sans lutte. Sous la canopée, l'orpaillage illégal ronge la terre et empoisonne les fleuves. Le long du Maroni, le 9e régiment d'infanterie de Marine (9e RIMa) avance avec la Gendarmerie nationale, silencieux et tendus, à la recherche des sites clandestins dans la boue et la chaleur moite. Face à eux, des hommes prêts à tout pour quelques paillettes d'or. Ici, dans cette forêt où chaque arbre peut cacher un piège, la lutte contre le trafic illicite devient une aventure durant laquelle la nature sauvage elle-même semble retenir son souffle.

Par **Yuri Maldavsky**

HARPIE : lutte contre le trafic illicite dans la jungle GUYANAISE

Au petit matin de ce 4 novembre, l'hélicoptère Puma gronde avant même de quitter le sol. Ses pales frappent l'air lourd avec une violence mécanique, soulevant la poussière rouge du tarmac.
Une odeur de terre mouillée imprègne l'air.
À Maripasoula, il est inutile de chercher l'horizon : la jungle est partout, compacte, fermée, hostile.
Une section de marsouins du 9e régiment d'infanterie de Marine s'apprête à pénétrer cet enfer vert. Le Maroni s'étire sur plusieurs centaines de km. Large, brun, impénétrable ; il ne reflète rien, il sépare sans expliquer. D'un côté, la France ; de l'autre, le Suriname. Entre les deux, une zone grise où circulent l'or, les hommes et les armes.

Il est sept heures, quand les troupes du 9e RIMa montent à bord de l'oiseau de ferraille.
Une dizaine d'hommes restent silencieux, concentrés. Les gestes sont précis, répétés, presque automatiques. Vérification des armes, des sacs, des radios, chacun porte plus de 30 kg de matériels.
Ici, rien n'est superflu. Chaque objet a un poids, une utilité, une raison d'être. Le décollage est brutal. Très vite, la ville disparaît, comme avalée. La forêt domine le paysage.
Une mer verte s'étend à perte de vue, épaisse, sans rupture. Aucun chemin, aucune trace n'est visible, seulement une immensité compacte, vivante. Après 30 minutes de vol, le Puma se pose dans une trouée étroite, arrachée à la végétation à quelques mètres d'un premier site d'orpaillage, rouge comme le sang, creusé comme une plaie béante. À peine le temps de sauter, que déjà l'hélicoptère repart. Le bruit s'éloigne et, d'un coup, la jungle referme sa mâchoire.
La progression commence immédiatement ; il n'y a pas de sentier, seulement une direction.
Les corps basculent en avant sous le poids des sacs, les *rangers*[1] s'enfoncent dans une terre molle, gorgée d'eau. La végétation accroche tout : les bras, les visages, les armes. Chaque pas est une épreuve.
La sueur imprègne les vêtements.
L'air chaud ne circule pas, il s'impose.
Les HK416 et les fusils à pompe Benelli battent contre les flancs, rappel constant que la menace n'est pas seulement végétale.

[1] Chaussures militaires.



D'un côté la France, de l'autre le Suriname

Depuis l'hélicoptère Puma, les troupes observent le large fleuve Maroni qui traverse la jungle guyanaise.

Ici, les *garimpeiros,* ces orpailleurs clandestins, fuient souvent avant l'arrivée des troupes.
Mais parfois, ils restent. Et sporadiquement, les bandes armées peuvent rôder. Au bout de 20 minutes, un premier carbet[2] apparaît.
Une dizaine d'abris de fortune en bois humide, composés de bâches et de hamacs suspendus dans la pénombre, forment le campement. L'odeur est forte : fumée, sueur, nourriture avariée, restes d'alcool de la nuit précédente se mêlent à la moiteur de la forêt .
Le lieutenant Stanislas, 25 ans, arpente le site depuis plusieurs heures. Il est le chef de la section qui compte une trentaine d'hommes, une auxiliaire sanitaire et une infirmière. Autour de lui, ses hommes sécurisent, fouillent, contrôlent les environs, avant de réquisitionner les carbets.
Pour les marsouins de la section, ce sera leur campement pour quelques jours.

Ici, tout est temporaire. Après avoir consommé les rations de survie et bu autant d'eau que possible, ils se lavent dans la rivière voisine alors que la nuit tombe brutalement. La lumière disparaît comme si on l'avait éteinte. Et la jungle change de visage, les cris des singes hurleurs montent, graves, quasi humains. Les insectes envahissent l'espace sonore. Chaque feuille semble bouger. Chaque ombre devient suspecte. Les hommes s'installent dans leur hamac. Mais personne ne se détend vraiment. Il faut tenir la garde et rester vigilant.
Les morsures de chauve-souris sont synonymes d'évacuation, compte tenu des risques de contamination par la rage, comme cela arrivera d'ailleurs à un jeune caporal quelques jours plus tard. Il faut soigner les infections et éviter les chutes du hamac. La fatigue elle-même devient un facteur de risque.

À l'aube, la section est déjà en mouvement.
Un grand gaillard au crâne rasé ouvre la marche : il se nomme Aïssa, il est sergent-chef. Cet homme de 35 ans, originaire du Nord de la France, compte quinze ans de service, il a combattu au Mali.
Le corps usé, mais solide, le regard calme, il ne gaspille jamais ses mots. Mais quand il donne un ordre, ce dernier est exécuté. On le suit sans discuter.
Aux abords d'un site d'orpaillage, il fouille la zone boueuse avec un aimant. Enfoncé à mi-cuisse, il trouve un moteur volontairement enfoui par les trafiquants. Ces 200 kg de ferraille sont cachés sous la vase pour échapper aux contrôles. Il faut le sortir à la force des bras. L'effort est long, épuisant.
Mais il « *ne lâche pas* », comme il aime à le répéter à ses hommes. Au terme d'un effort surhumain, les marsouins →

[2] Structure traditionelle que l'on peut trouver sur le territoirre de la Guyane française.



Progression dans la jungle
Le 9e régiment d'infanterie de Marine au cœur de la jungle guyanaise, pour le début de l'opération *Indochine*, lors de la mission *Harpie*.

réussissent à l'extraire de la boue. Ce monstre de fer sera mis en pièces à coups de masse ; c'est la première grosse prise pour la section. Détruire ce type de matériel, c'est frapper directement l'activité des orpailleurs. Sans moteur, pas d'extraction. Sans extraction, pas d'or.
Les jours suivants s'enchaînent sans répit. Marche, fouille, saisie, les destructions se succèdent sans relâche. Et, chaque jour, il faut recommencer.
Plus au nord, les hommes font une nouvelle découverte. Un site plus structuré et mieux organisé est débusqué par les éclaireurs.
La majeure partie du groupe se déploie immédiatement et intensifie les fouilles. On trouve peu d'or, une dizaine de grammes à peine. Principalement du matériel, des vivres pour des semaines et enfin un groupe électrogène, une manne précieuse qui permettra de recharger le matériel, les radios et les GPS. Au bout d'un sentier, un marsouin trouve une antenne Starlink. Même ici, au cœur de la jungle, le trafic est connecté, relié à des réseaux qui dépassent largement cette zone. Le lieutenant le confirme : ce qu'ils combattent n'est pas artisanal, tout est parfaitement structuré, financé, organisé par des « patrons » basés, pour la plupart, au Suriname.
Le soir, après des heures de progression, les corps lâchent, les épaules brûlent, les pieds sont en feu. Les vêtements, qu'il faut laver chaque soir et taper dans l'eau pour enlever le sel de la sueur, ne sèchent jamais. Ce rituel est primordial pour éviter les infections de la peau qui peuvent s'avérer, sinon fatales, du moins particulièrement dangereuses.

Et pourtant, un nouvel ordre tombe, il faut repartir. Plus à l'ouest, derrière une ligne de relief, d'autres sites se profilent. L'ordre est donné à la section, par les chefs qui supervisent l'opération nommée *Indochine*, depuis le poste de commandement de Maripasoula, de faire mouvement au plus vite pour éviter que les trafiquants cachent le matériel d'orpaillage.

À l'aube, après quatre heures de marche, les marsouins pénètrent lentement les abords du camp perdu dans l'immensité de la forêt. L'assaut est rapide. Le site est grand. Ils découvrent alors une dizaine de carbets où plus d'une quinzaine de trafiquants sont encore endormis. Les jours suivants, ils débusqueront des infrastructures et du matériel en pagaille. C'est une véritable base d'exploitation, avec des caches et des sites d'orpaillage à chaque coin de forêt. Tout est saisi ou détruit. C'est le cœur de la mission *Harpie* : frapper l'économie, rendre l'activité impossible, ou trop coûteuse pour durer. Au bout d'un mois d'efforts, les 450 hommes déployés du 9e RIMa sont parvenus à quadriller la zone et frapper un grand coup face au trafic qui détruit peu à peu la forêt équatoriale guyanaise. Lentement, les orpailleurs décrochent. Ils reculent et disparaissent au moins pour quelque temps. La jungle, un temps, respire et la nature peut presque reprendre ses droits. Pour les hommes, enfin vient le retour. Une progression lente et silencieuse en pirogue commence sur le fleuve Maroni. Mais les soldats semblent sereins, avec cette sensation indescriptible du devoir accompli. Puis l'hélicoptère vient les délivrer. Bientôt Cayenne. Le sergent-chef Aïssa regarde une dernière fois la forêt depuis l'hélicoptère qui s'éloigne rapidement, au rythme du bruit assourdissant émanant des pales du Puma. « *On reviendra.* » Ce n'est ni une menace, ni une promesse, c'est une certitude. Parce qu'ici, rien n'est jamais vraiment terminé, comme le suggère la devise du 9e RIMa : « *Marsouin toujours* ».

Le saviez-vous ?

La **mission *Harpie***

La mission *Harpie* est une opération interministérielle française menée en Guyane française, depuis 2008, pour lutter contre l'orpaillage illégal, c'est-à-dire l'extraction clandestine d'or dans la forêt amazonienne. Elle mobilise principalement la Gendarmerie nationale et les forces armées en Guyane. Son objectif est de démanteler les sites clandestins tenus par des orpailleurs illégaux, appelés « *garimpeiros* », qui détruisent la forêt, polluent les rivières au mercure et alimentent des réseaux criminels. Les militaires et gendarmes mènent des opérations dans la jungle pour saisir ou détruire du matériel comme des motopompes, des pirogues, des armes et des campements.

Protéger la jungle
Les marsouins sur un site d'orpaillage illégal.





Lors d'une prestation de serment à l'école nationale des greffes à Dijon, en décembre 2025.

LE JOUR OÙ

« J'ai choisi de devenir **greffier militaire** »



RENCONTRE AVEC
L'ADJUDANT-CHEF ALEXIA,
GREFFIER MILITAIRE

De l'arrière d'un Transall au parquet militaire de Paris, il n'y a qu'un pas. En 2019, l'adjudant-chef Alexia quitte la combinaison de vol pour la robe et devient greffier militaire. Changement de tenue, mais pas d'état d'esprit – ni de statut – pour celle dont la valeur morale et le besoin d'être utile sont non négociables. Un entretien à cœur ouvert, à l'image d'une femme énergique et déterminée.

— Avant de rejoindre le service de la justice militaire, vous vivez une carrière dans l'armée de l'Air et de l'Espace à bord du célèbre Transall Gabriel...

Adjudant-chef Alexia : J'ai servi pendant sept ans comme « interceptrice-traductrice » en langue arabe à bord du Transall C-160 Gabriel, un avion de guerre électronique. Une fonction qui consiste à traduire en temps réel, en survolant des zones hostiles, des conversations ennemies pour permettre aux exploitants d'en tirer du renseignement sur les capacités aériennes adverses. Mon travail a évolué avec l'arrivée de Daech en 2014. Il s'agissait désormais de lutter contre le terrorisme, d'identifier des réseaux comme en Syrie et en Irak où j'ai été engagée. La mission est risquée, mais le sentiment d'utilité est fort.

— Alors que l'escadron est sous les feux des projecteurs, vous décidez de quitter une spécialité rare et recherchée.

En 2016, je suis envoyée à Niamey, au profit de l'opération *Barkhane*. Pour l'une

de nos missions, nous pistons plusieurs groupes ennemis qui prévoient de se rassembler. Une mission en soutien de trois opérations simultanées des forces terrestres. Je ne comprends pas l'intégralité des propos des combattants, qui parlent un dialecte particulier. Je parviens tout de même à traduire de courts extraits contenant des informations cruciales qui peuvent être exploitées par les analystes : le renseignement permet de suivre l'activité ennemie, tout en assurant la sécurité d'une évacuation sanitaire de blessés graves. La mission dure douze heures, et j'en ressors épuisée et frustrée. À cela, s'ajoutent les départs, qui se répètent tous les deux mois. J'arrive à un moment de la vie où j'aspire à autre chose.

— Comment décidez-vous de rejoindre le service de la justice militaire ?

Comme pour le fait d'avoir rejoint l'armée de l'Air et de l'Espace : par hasard. Après qu'un collègue m'a parlé des greffiers militaires, je découvre ce métier. Je me dis : « Pourquoi pas ? » Je prépare pendant un an l'examen d'entrée au stage de formation, au rythme de mes missions. Je réussis les différentes étapes – présélection, stage et concours d'admission dans le corps des commis greffiers. Mon mari est présent quand je prête serment à l'École nationale des greffes, à Dijon. Il est fier, tout en étant surpris de mon choix car il du mal à m'imaginer dans un métier qu'il pense être trop statique pour moi.

— En quoi consiste ce métier, qui reste méconnu ?

Le greffier militaire traite les affaires qui impliquent des militaires ayant commis une infraction en service, sur le territoire national comme en opération. Ses tâches divergent selon l'organisme auquel il est affecté (juridiction, administration centrale ou état-major). Pour schématiser son rôle en juridiction[1], je répondrai en deux temps. D'une part, le greffier garantit le respect de la procédure, de la phase d'enquête à l'application des décisions, en passant par l'audience. Aucune formalité ne peut être accomplie en son absence. Comme il assiste le magistrat, il est aussi l'un des premiers interlocuteurs des deux parties – auteur et victime.

— Un travail décisif donc…

En cas d'erreur, les actes de procédure sont susceptibles d'être frappés de nullité. Son travail ne consiste pas à prendre une décision, mais à aider à la décision. D'autre part, le greffier militaire est un relais entre la justice et les armées. Les magistrats qui sont civils ne connaissent pas le milieu militaire et la singularité du métier des armes. Ils ne savent pas, par exemple, ce qu'est une opération extérieure. Mon rôle est de leur apporter un autre regard, pour qu'ils puissent décider de la manière la plus juste.

— Cela montre qu'il n'existe pas de traitement de faveur pour les militaires…

Tout à fait. En juridiction, lors de la phase d'enquête et de préparation de l'audience, il contacte les états-majors et les chancelleries pour obtenir le dossier de la personne mise en cause. Il conseille, entre autres, le commandement pour la sanction à donner. On parle de « double peine ». Quand on porte l'uniforme, on représente quelque chose de sérieux. Il faut assumer. Le stress et la pression ne sont pas des excuses.

— Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur votre reconversion ?

Le hasard fait bien les choses. Alors que je servais au parquet national antiterroriste de Paris, j'ai *audiencé* des dossiers où les accusés n'étaient pas moins que des terroristes dont j'avais intercepté des échanges. Dans ces moments-là, je sens une vraie continuité entre mes anciennes et mes nouvelles fonctions. Une conviction profonde : la boucle est bouclée.

◇ Recueilli par **le capitaine Anne-Claire Pérédo**

[1] Expression employée ici pour désigner le lieu où le greffier militaire exerce ses fonctions, à savoir au tribunal ou à la cour.

2003 : naissance de Florian Lesieur (Paris)

2020 : rôle de Noé Ruiz dans *Plus belle la vie*

2023 : rôle de François dans *The Oklahoman*



Florian Lesieur et Simon Abkarian, lors de l'entretien avec *Esprit défense*, à Paris, le 27 mai dernier.

1962 : naissance de Simon Abkarian (Gonesse)

2009 : rôle de Missak Manouchian dans *l'Armée du crime*

2020 : écriture de la pièce *Électre des bas-fonds*

Incarner le **général de Gaulle : « *Être* à la hauteur du défi »**

ENTRETIEN AVEC **SIMON ABKARIAN** ET **FLORIAN LESIEUR**, ACTEURS

Sorti en salle le 3 juin, *La Bataille de Gaulle*, le premier volet du *biopic*[1] consacré au général de Gaulle, en a fait frissonner plus d'un. Avec ce film, un épisode de l'Histoire de France est retranscrit sur grand écran. La Mission cinéma et industries créatives[2] a accompagné la production tout au long du tournage. Rencontre avec les deux acteurs qui incarnent, respectivement, le général de Gaulle et un jeune résistant.

— Quelle a été votre réaction lorsque l'on vous a proposé le rôle de Charles de Gaulle ?

Simon Abkarian : J'étais surpris. Surpris qu'on veuille réaliser un film sur ce sujet, avec ce personnage, et qu'on me le propose. Je l'ai accepté, car j'aime les défis. C'est mon métier d'accepter ce qui me fait peur, ce qui me fait trembler. Ce rôle a remis en question tout mon travail d'acteur, car c'est déstabilisant de jouer un personnage tel que le général de Gaulle.

— Et vous, Florian Lesieur, pour le rôle de Fernand Bonnier de la Chapelle ?

Florian Lesieur : J'ai passé

trois *castings* pour avoir le rôle du jeune résistant. J'étais en joie lorsque j'ai appris la nouvelle, puis j'ai lu le scénario. J'ai alors vu l'envergure de mon personnage. J'ai ressenti une fierté immense.

— Pour vous aider à interpréter le personnage de Charles de Gaulle, le colonel Yann[3] vous a donné plusieurs conseils. Quels étaient-ils ?

Simon Abkarian : Nous avons discuté à plusieurs reprises. Quand vous parlez à un militaire, il n'y a pas de fioritures. C'est carré, ferme et plein d'humour aussi. Les officiers ont la même manière de dire les choses. Une voix empreinte de fermeté, avec un côté un peu grivois, mais toujours dans la retenue. C'est comme cela que j'imaginais le général de Gaulle, rien qu'avec sa voix.
J'ai également appris les rudiments de la tenue militaire, le port du képi, la position des mains pour le salut. D'ailleurs, de Gaulle saluait un peu mollement pour l'époque. Aujourd'hui, les mains sont beaucoup plus rigides.

Affiche du film *La Bataille de Gaulle*.



— Nous avons eu des retours expliquant que les acteurs sur le tournage avaient tendance à enfoncer le képi sur leur tête, ce qui n'est pas l'usage…

Simon Abkarian : Le colonel Yann m'a guidé sur la pratique mais, parfois, Antonin Baudry, le réalisateur, réajustait le mien. C'est très graphique, un képi ; il y avait donc un équilibre à trouver entre le « règlement » de l'uniforme et le côté artistique.

— Avec vos personnages respectifs, vous incarnez deux versions parallèles de la Résistance. Comment avez-vous ressenti cela en jouant ?

Florian Lesieur : Il y a, d'un côté, le militaire et stratège incarné par de Gaulle et, de l'autre, Fernand, le représentant de toute une génération qui – au moment du 17 juin 1940 et de cette annonce de Pétain – refuse la capitulation en même temps que le général… comme une réaction épidermique. C'était intéressant de voir ces deux destins parallèles, qui ne se croisent jamais, et pourtant s'influencent : Fernand est constamment guidé par la voix du général de Gaulle à la radio. Et ses actes de résistance influenceront, à leur tour, le destin du Général.

— Je m'attendais à avoir des frissons en voyant ce film, et pourtant, j'ai aussi ri…

Simon Abkarian : Le rire est un espace humain qu'il faut garder ouvert. La joie, le rire, l'humour, l'esprit. Ces répliques viennent de la remarquable érudition du général de Gaulle : un grand intellectuel qui arrive à s'extraire de son tragique car, sinon, ce serait irrespirable.

— Simon Abkarian, vous êtes d'origine arménienne et vous avez déclaré que vous saviez ce qu'était un pays dévasté. Comment avez-vous puisé dans votre propre histoire pour incarner de Gaulle ?

Simon Abkarian : Je suis acteur depuis 42 ans, et ça fait 42 ans que l'humain que j'essaye d'être nourrit mon art : celui de jouer. Il se trouve que cette histoire est proche de la mienne, puisqu'il y a une invasion. Tout ce que j'ai en moi a convergé vers ce projet, vers ce récit-là. Je ne dis pas que la condition *sine qua non* pour bien jouer un rôle est d'avoir souffert. Mon travail consiste à offrir au personnage tout ce que j'ai de noble et d'humain, pour pouvoir être à la hauteur du défi.

◇ Recueilli par **par Alice Gobaud et Laura Garrigou**

[1] Film biographique.

[2] Du ministère des Armées et des Anciens combattants.

[3] Conseiller technique militaire qui a accompagné la production pour la formation militaire et pour l'encadrement des figurants et des acteurs principaux.

Culture

À LIRE

L'accélération de l'histoire

(Éditions Tallandier, 2026, 192 pages, 9 euros)
par Thomas Gomart

Thomas Gomart propose ici une lecture claire des bouleversements géopolitiques contemporains. L'auteur montre comment lesrivalités entre puissances, ainsi que les crises énergétiques, technologiques et militaires redessinent un monde devenu instable. Cette édition augmentée insiste sur les « nœuds géostratégiques » qui structurent les tensions actuelles. Accessible et documentée, elle aide à comprendre un contexte international incertain marqué par la rapidité des transformations.



À VOIR

Navire amiral : une passerelle entre la Marine et le théâtre

Ateliers des Capucins à Brest, du 12 juin au 10 octobre 2026

L'exposition *Navire amiral* du photographe Stéphane Lavoué, présentée aux Ateliers des Capucins à Brest, explore les liens inattendus entre la Marine nationale et la Comédie-Française. À travers près d'une centaine de photographies, l'artiste met en parallèle les gestes, les rituels, ainsi que les univers techniques du théâtre et du monde maritime. Entre cordages, coulisses et coursives, l'exposition brouille les repères et révèle une étonnante parenté entre deux mondes en apparence éloignés.



À LIRE

De Gaulle en famille (Éditions Passés composés, 2026, 300 pages, 24 euros)

par Mathieu Geagea

Avec *De Gaulle en famille*, Mathieu Geagea explore une facette intime du général de Gaulle, en s'intéressant à son environnement familial. L'ouvrage éclaire les relations personnelles qui ont accompagné le parcours politique du chef de la France libre, notamment le rôle de son épouse, Yvonne, et de leurs enfants. Au travers d'archives et de témoignages, l'auteur propose un portrait nuancé d'un homme pudique, qui complète utilement l'image publique d'un personnage majeur de l'histoire de France.



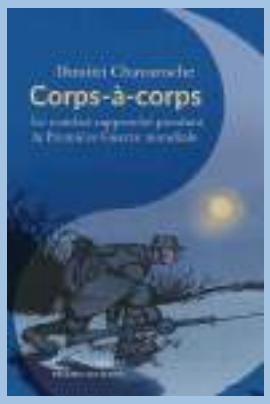
À LIRE

Le combat rapproché pendant la Grande Guerre

(Éditions Passés composés, 2025, 256 pages, 23 euros)

par Dimitri Chavaroche

Dans *Corps-à-corps : le combat rapproché pendant la Première Guerre mondiale,* Dimitri Chavaroche s'intéresse à une dimension souvent méconnue de la Grande Guerre. Loin de la seule image d'une guerre industrielle et d'artillerie, l'auteur montre la violence physique des affrontements directs dans les tranchées, où couteaux, grenades et improvisations deviennent le quotidien des soldats. Appuyé sur de nombreuses sources, l'ouvrage apporte de nouvelles clés pour la compréhension de l'expérience combattante au front.



À LIRE

Au cœur du Groupe militaire de haute montagne

(Éditions Plein Vent, 2026, 64 pages, 17,90 euros)

par Yvon Bertorello et Éric Stoffel



La bande dessinée *Extrême : l'histoire du Groupe militaire de haute montagne* retrace l'histoire du Groupe militaire de haute montagne (GMHM) de Chamonix, une unité d'élite de l'armée française spécialisée dans les milieux extrêmes. À travers un récit documenté et dynamique, Yvon Bertorello, Éric Stoffel et le dessinateur Bruno Pradelle mettent en lumière 50 ans d'exploits alpins, d'expéditions polaires et de dépassement humain. Accessible, cette BD mêle sens de l'aventure, esprit de solidarité et mémoire militaire dans un récit immersif.

À LIRE

La naissance des commandos

par Yann Avril, sortie le 30 mai 2026 sur YouTube

Corps francs, court métrage d'un ancien militaire passionné d'Histoire, sert de pilote à un projet de long métrage ambitieux. Dans le Grand Est, en pleine Première Guerre mondiale, le groupe franc du capitaine Augagneur rentre d'une mission effectuée derrière les lignes ennemies, avec un prisonnier allemand. Mais, au cœur du *no man's land,* une rencontre imprévue avec un avant-poste ennemi va bouleverser le retour de ces commandos. Entre tensions, pesanteur de la boue et silences inquiétants, le film installe une atmosphère sombre, et le capitaine va devoir choisir : se fier à sa raison, à son expérience ou à son instinct.



À ÉCOUTER

Le sport pendant la Grande Guerre

par Arnaud Waquet, disponible sur toutes les plateformes de podcasts

Le musée de la Grande Guerre (Meaux) propose, sur son site internet, des podcasts accessibles à tous les publics. Les sujets de ces audios, des histoires fictives ou réelles en lien avec la Grande Guerre, sont aussi variés qu'originaux. En témoignent les épisodes consacrés au sport durant cette période. Le maître de conférences Arnaud Waquet explique que le sport se révèle un outil de préparation physique et de commandement. Au sein des armées, au front, dans les camps de prisonniers ou à l'arrière, l'exercice physique s'affirme comme une réponse à la conjoncture de guerre.



ESPRIT DÉFENSE

Dicod
Délégation à l'information
et à la communication de la défense
60, boulevard du Général Martial Valin
75509 Paris Cedex 15

Directrice de la publication
Olivia Penichou

Sous-directeur opérations
Colonel (Air et Espace) Éric Moyal

Directeur de la rédaction
Alexis Monchovet

Rédacteur en chef
Marc Fernandez

Rédaction
Laura Garrigou, Ella Micheletti-Huertas,
capitaine Anne-Claire Pérédo,
Kévin Savornin

Chef d'édition
Isabelle Thomasset

Secrétaire de rédaction
Isabelle Arnold

Photographes
Nicolas Cotto, Maréchal des logis Victor François, Sergent-chef Christian Hamilcaro

Réseaux sociaux
Lieutenant Annabelle Favery, Alice Gobaud, Anna Grizou, Louis Péault, Alexandra Provôt

Webmestres
Christophe Franck

Chef de fabrication
Vincent Allibert

Contact rédaction
espritdefense@dicod.fr

Direction artistique et mise en page
Cédric Boutet, Antoine Lauras,
Jean-Charles Mougeot, Marie-Sarah Pouyau

Création originale
ANIMAL PENSANT

Impression
Établissement graphique
du commissariat des Armées
2, rue Louis Druliolle
19007 Tulle

Numéro bouclé le 23 juin 2026

IMPRIM'VERT

Dépôt légal
À parution
ISSN 2800-2970 (papier)
ISSN 2967-7912 (en ligne)

Régie publicitaire (ECPAD)
Silima Camara (01 49 60 59 54)
regie-publicitaire@ecpad.fr

CRÉDITS PHOTO

Couverture : DR (photo d'ouverture principale), Ange Provost, SM Laurent Pellier/Marine nationale/Défense
P. 4 : SCH Christian Hamilcaro/Dicod/Défense, SCH Bastien Moreau/armée de Terre/Défense
P. 5 : DR, Yuri Maldavsky/Dicod/Défense
P. 6 : SCH Christian Hamilcaro/Dicod/Défense
P. 7 : SGT Jules Guenot/armée de l'Air et de l'Espace/Défense
P. 9 : SCH Christian Hamilcaro/Dicod/Défense
P.10 : Ange Provost
P. 13-14 : CCH Louis Vicart/armée de Terre/Défense
P.15 : SCH Frédéric Thouvenot/armée de Terre/Défense
P. 17-25 : SCH Christian Hamilcaro/Dicod/Défense
P. 26-27 : SCH Christian Hamilcaro/Dicod/Défense
P.28 : SCH Bastien Moreau/armée de Terre/Défense
P.29 : CCH Quentin Muzzolon/armée de Terre/Défense
P. 30 : MT Kevin Auger/Marine nationale/Défense
P. 32 : CCH Emma Le Rouzic/armée de l'Air et de l'Espace/Défense
P. 39 : SM Théo Golliot/Marine nationale/Défense
P. 40 : SSA/Défense
P. 41 : CCH1 Thomas Collange/armée de Terre/Défense
P. 42 : SCH Christian Hamilcaro/Dicod/Défense
P. 46-47 : DR
P. 49 : ADJ Loïc Pédehontaà/armée de l'Air et de l'Espace/Défense
P. 50 : SCH Nicolas Baron/armée de Terre/Défense
P. 51 : SM Laurent Pellier/Marine nationale/Défense
P. 52 : SGT Romane Lavorel/armée de l'Air et de l'Espace/Défense
P. 53 :DGA/Défense
P. 54 : Élysée
P. 55 : DR
P. 51-53 : Yuri Maldavsky/Dicod/Défense
P. 57-59 : Erwan Rabot/SGA/Défense, Service de la justice militaire/Défense
P.60 : Nicolas Cotto/Dicod/Défense
P.62-63 : Pathé
P. 64-65 : DR

Retrouvez *Esprit défense* sur
www.defense.gouv.fr/esprit-defense

Suivez le ministère des Armées sur les réseaux sociaux :

À l'initiative de

MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS
Liberté Égalité Fraternité

DICoD


Allianz
Allianz
Défense et Sécurité
Assurer l'avenir
de tous ceux
qui nous protègent
Une seule raison d'être : vous protéger, vous et votre famille,
face à tous les évènements de la vie. Et cela, depuis plus de 70 ans.
Allianz Vie
Société anonyme au capital de 681.879.255 € - 340 234 962 RCS Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances – 1 cours Michelet – CS 30051 –
92076 Paris La Défense Cedex
Pour mieux nous
connaître ou
prendre contact
avec un conseiller,
flashez-moi !
Crédit photos : Adobe Stock. 07/26.

DEFENDRE ET VAINCRE



Vektrex™

DES CAPACITES INTEGREES POUR
UNE SUPERIORITE MULTI-DOMAINE.

Détecter. Désigner. Neutraliser.

General Atomics Electromagnetic Systems renforce la défense et la sécurité grâce à des capteurs de dernière génération et un système de commandement intégré pour des résultats optimaux.

ga.com/ems

©2026 GENERAL ATOMICS

GENERAL ATOMICS
ELECTROMAGNETICS